

COOPÉRATION ALGÉRO-VIETNAMIENNE

Un partenariat en pleine expansion

Les travaux de la treizième session de la Commission mixte intergouvernementale algéro-vietnamienne de coopération économique, scientifique et technique se sont ouverts hier à Alger, sous la présidence conjointe du secrétaire général du ministère de l'Industrie, Kheireddine Ben Aïssa, et du vice-ministre vietnamien de la Construction, Nguyen Tuong Van. P 3



SOUVERAINETÉ NUMÉRIQUE

Une stratégie nationale d'IA en cours d'élaboration

À l'heure où l'intelligence artificielle s'impose dans tous les secteurs, de l'éducation aux télécommunications en passant par la finance et la santé, l'Algérie accélère l'élaboration d'une stratégie nationale destinée à encadrer, sécuriser et valoriser ses usages. Ce chantier s'impose avec force face à l'essor rapide des modèles d'IA générative et à la dépendance croissante aux solutions étrangères. Le pays engage une étape décisive dans le renforcement de son indépendance numérique.

P 2

LA 10^e ÉDITION DU SALON ALGEST 2025 S'OUVRE AUJOURD'HUI À ALGER

La sous-traitance au cœur de la relance industrielle

À la veille de l'ouverture du Salon international de la sous-traitance (Algest 2025), le président de la Bourse algérienne de la sous-traitance et du partenariat, Kamel Agsous, détaille les enjeux d'un secteur devenu stratégique pour l'économie nationale, à nos collègues de la radio nationale. Unique événement entièrement dédié à la sous-traitance en Algérie, le salon, désormais annuel, s'impose comme une plateforme incontournable de rencontres d'affaires, de débats et de mise en valeur du potentiel industriel local.

P 3

71^e ANNIVERSAIRE DU DÉCLENCHEMENT DE LA RÉVOLUTION DE LIBÉRATION

Plus de 94.000 logements distribués

Un total de 94781 logements ont été distribués à travers les différentes wilayas du pays, à l'occasion de la commémoration du 71^e anniversaire du déclenchement de la Révolution de libération, a indiqué dimanche un communiqué du ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme, de la Ville et de l'Aménagement du territoire.

P 2

ASSAINISSEMENT DU FONCIER INDUSTRIEL
À EL TARF

**Récupération de 16 parcelles
non exploitées P 2**

LE MINISTRE DES HYDROCARBURES ET DES
MINES REÇOIT L'AMBASSADEUR
OMANAIS

**Les moyens de renforcer
la coopération bilatérale
examinés P 5**

ACCIDENTS DE LA ROUTE

**Plus d'un million
morts chaque année
dans le monde P 16**

71^e ANNIVERSAIRE DU
DÉCLENCHEMENT DE LA
RÉVOLUTION DE
LIBÉRATION

Plus de 94.000
logements
distribués

Un total de 94781 logements ont été distribués à travers les différentes wilayas du pays, à l'occasion de la commémoration du 71^e anniversaire du déclenchement de la Révolution de libération, a indiqué dimanche un communiqué du ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme, de la Ville et de l'Aménagement du territoire. Ce quota représente 65,54% du programme global de distribution établi à cette occasion, et qui s'élève à 144601 unités, précise le communiqué, indiquant que l'opération se poursuivra jusqu'au parachèvement de la distribution des logements programmés. Dans le cadre de cette opération qui a concerné plusieurs wilayas, la wilaya d'Adrar a enregistré la distribution de 2603 unités, soit un taux avoisinant 100%, Béchar 2153 unités (100 %), Djelfa 7648 unités (près de 100 %), et Sidi Bel Abbès 3263 unités (96 %). La wilaya de Mostaganem a enregistré, quant à elle, la distribution de 1726 unités avec un taux de 63 %, Bordj Bou Arreridj 2180 unités (92 %), et Khenchela 2964 unités (93 %). A cet effet, les instances exécutives du secteur de l'habitat ont effectué des sorties sur le terrain et tenu des réunions de travail dans plusieurs wilayas, dont: Béchar, Khenchela, Béjaïa, Bordj Bou Arreridj, Laghouat, El Oued, Oum El Bouaghi, Tissemsilt, Tiaret, Mascara, M'sila, Tizi Ouzou, Djanet et Skikda, pour suivre la cadence de réalisation et lever les obstacles sur le terrain, et assurer ainsi la livraison des projets de logement dans les délais impartis, selon la même source.

SOUVERAINETÉ NUMÉRIQUE

Une stratégie nationale d'IA en cours d'élaboration

À l'heure où l'intelligence artificielle s'impose dans tous les secteurs, de l'éducation aux télécommunications en passant par la finance et la santé, l'Algérie accélère l'élaboration d'une stratégie nationale destinée à encadrer, sécuriser et valoriser ses usages. Ce chantier s'impose avec force face à l'essor rapide des modèles d'IA générative et à la dépendance croissante aux solutions étrangères. Le pays engage une étape décisive dans le renforcement de son indépendance numérique.

Par Adem A.

Au cœur de cette dynamique, les établissements dédiés à la formation d'élites dans le numérique jouent un rôle structurant, à l'image de l'École nationale supérieure de l'intelligence artificielle (EN-SIA). Son directeur, le Pr Abdelmalek Bachir, a rappelé sur les ondes de la « Chaîne I » de la radio nationale que l'Algérie dispose aujourd'hui des fondations nécessaires pour développer une IA souveraine, à condition de consolider ses efforts autour d'une stratégie cohérente. « Nous avons le capital humain, les infrastructures et la volonté politique. Ce qui nous manque encore, c'est une vision unifiée qui coordonne tous les acteurs et donne une véritable cohérence nationale à l'écosystème », a-t-il souligné. Depuis deux ans, le Conseil national de l'intelligence artificielle supervise l'élaboration d'une stratégie dédiée, tandis que plusieurs institutions, parmi lesquelles l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information et l'Autorité de protection des données personnelles, œuvrent à renforcer l'architecture juridique et sécuritaire du pays. Cependant, le Pr Bachir estime que l'accélération mondiale de l'IA impose une mise à jour profonde du cadre national. « Les technologies évoluent si vite que les politiques publiques doivent suivre un rythme plus soutenu », a-t-il indiqué. Il devient impératif, selon lui, d'en-

cadrer l'usage de l'IA, de protéger les données nationales et d'adopter des règles éthiques adaptées aux spécificités du pays. L'enjeu central de la future stratégie est clair : éviter que l'Algérie ne devienne un simple consommateur de technologies importées. Pour le directeur de l'ENSIA, tout commence par la maîtrise des données. « Sans données locales de qualité, nous ne pouvons pas construire des modèles qui reflètent notre réalité. L'IA doit s'appuyer sur des données algériennes, protégées par des serveurs nationaux, pour être réellement pertinente », a-t-il expliqué. De nombreux secteurs, tels que l'administration, l'éducation, l'énergie et les télécommunications, sont engagés dans un processus de numérisation intensifiée. Cependant, le pays doit encore constituer des bases de données robustes pour alimenter des modèles entraînés localement. Le professeur insiste : « L'un des piliers de la souveraineté numérique, c'est la donnée. Et cette donnée doit être collectée, structurée et sécurisée ici, en Algérie ». Depuis plus de quatre ans, l'ENSIA forme une élite d'ingénieurs spécialisés en intelligence artificielle, mathématiques appliquées et sciences des données. Les promotions attirent désormais l'attention des entreprises, qui viennent recruter directement sur place. Lors d'un salon organisé récemment, les offres d'emploi reçues dépassaient largement le nombre de diplômés disponibles. « Nos étudiants sont préparés à devenir les futurs ar-

chitectes de l'écosystème national de l'IA. Ils maîtrisent non seulement la technique, mais aussi la dimension éthique et entrepreneuriale. Beaucoup d'entre eux créeront leurs propres start-up, et c'est précisément ce dont le pays a besoin », a affirmé le Pr Bachir. L'école dispose également d'un incubateur permettant l'accompagnement de projets innovants, favorisant l'émergence de solutions locales adaptées aux besoins des institutions et des entreprises. La création récente d'infrastructures de stockage sécurisé, comme le Centre national de données, ainsi que le déploiement massif de la fibre optique, offre désormais un socle solide pour le développement de modèles algériens. Toutefois, le directeur de l'ENSIA rappelle que la cybersécurité reste un défi majeur : « L'IA ne sert à rien si les données ne sont pas protégées. La souveraineté commence par la maîtrise de nos systèmes d'information et par la sécurisation de chaque couche de l'architecture numérique ». L'un des objectifs centraux de la stratégie nationale est d'adapter l'IA aux valeurs, au cadre juridique et aux spécificités sociales du pays. Les modèles universels, souvent importés, ne sont pas toujours compatibles avec les cultures locales. « Nous devons créer des modèles éthiques, fondés sur nos propres valeurs. L'IA ne peut pas être un produit importé comme un autre ; elle doit être ancrée dans notre réalité », a-t-il conclu.

ASSAINISSEMENT DU FONCIER INDUSTRIEL À EL TARF

Récupération de 16 parcelles non exploitées

Pas moins de 16 lots de terrain destinés à l'investissement, non exploités par leurs bénéficiaires, ont été récupérés dans la wilaya d'El Tarf, a déclaré, dimanche le directeur de l'industrie, Mounir Brahmi. Le même responsable, précisant

que les parcelles récupérées dans le cadre des travaux de la commission de wilaya de suivi et d'assainissement du foncier industriel totalisent une superficie de 8,26 hectares, a souligné que la récupération des 16 lots en question est le résultat des efforts déployés en vue

d'une exploitation optimale du foncier industriel. A l'heure actuelle, 28 projets d'investissement, prévus sur une superficie de 17,53 hectares n'ont pas été concrétisés par leurs concessionnaires et font l'objet d'une procédure judiciaire qui permettra de

récupérer et d'intégrer ce foncier non exploité sur la plateforme numérique de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) et ce, "afin de les affecter à des investisseurs sérieux pour revitaliser et stimuler l'investissement dans cette wilaya".

TRAVAIL, EMPLOI ET SÉCURITÉ SOCIALE

Le ministre Saihi reçoit l'ambassadeur du Qatar en Algérie

Par S R.

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Abdelhak Saihi, a reçu en audience, l'ambassadeur de l'Etat du Qatar en Algérie, M. Abdulaziz Ali Al-Naama, lors de laquelle les deux parties ont souligné la profondeur des relations unissant les deux pays frères et exprimé leur volonté d'élargir les domaines de coopération commune, indique dimanche un communiqué du ministère. Cette rencontre s'inscrit, indique le ministre, dans le cadre de "l'échange de

vues et du renforcement de la concertation sur les moyens de développer la coopération bilatérale dans les domaines du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale". Au cours de son intervention, le ministre a rappelé "les efforts déployés par l'Etat algérien en vue d'assurer une protection sociale solide et inclusive à tous les membres de la société, et les conditions adéquates pour préserver la dignité des travailleurs, dans le cadre d'une relation équilibrée et équitable entre l'employeur et le travailleur, et entre le Gouvernement", précise le communiqué.

Il a également réaffirmé la volonté de l'Algérie de "renforcer les liens de partenariat avec l'Etat du Qatar, à travers des projets et programmes conjoints à concrétiser sur le terrain, que ce soit par l'organisation de rencontres techniques et de formation, ou par la conclusion d'accords de coopération bilatérale incluant l'échange d'expertises et le renforcement des capacités dans les domaines de l'emploi, de la digitalisation et de la sécurité sociale". De son côté, l'ambassadeur du Qatar a salué "la profondeur des relations unissant les deux pays frères", affichant la

volonté de son pays d'"échanger les expériences et d'élargir les domaines de coopération avec l'Algérie en tant que partenaire stratégique dans la région, notamment en ce qui concerne les programmes du travail, de l'emploi, de la protection sociale, et le développement des compétences humaines". A ce propos, l'ambassadeur a affirmé que "la convergence des vues et des orientations des dirigeants des deux pays, constitue une base solide pour renforcer la coopération dans divers domaines d'intérêt commun", ajoute le communiqué.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Édité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

COOPÉRATION ALGÉRO-VIETNAMIENNE

Un partenariat en pleine expansion

Les travaux de la treizième session de la Commission mixte intergouvernementale algéro-vietnamienne de coopération économique, scientifique et technique se sont ouverts hier à Alger, sous la présidence conjointe du secrétaire général du ministère de l'Industrie, Kheireddine Ben Aïssa, et du vice-ministre vietnamien de la Construction, Nguyen Tuong Van.

Par Sirine R

Une session marquée par la réaffirmation de la solidité des relations bilatérales et la volonté commune de franchir un nouveau palier dans la coopération multisectorielle. Indiquant que la session de cette année revêt une importance particulière, car elle se tient à la veille de la visite officielle en Algérie du Premier ministre du Vietnam, le vice-ministre de la Construction Nguyen Tuong Van a précisé que l'Algérie demeure un partenaire important du Vietnam sur le marché africain et constitue le quatrième plus grand marché d'exportation du Vietnam en Afrique. En effet, la coopération commerciale entre les deux pays a connu une percée remarquable, avec une évolution de plus de 200 %. « Si en 2024 les échanges bilatéraux atteignaient environ 220 millions USD, alors qu'au cours des neuf premiers mois de 2025, ils ont déjà dépassé 450 millions USD, soit une augmentation de plus de 200 % par rapport à la même période de l'année précédente », a-t-il souligné. L'investissement bilatéral est également en progression. Il continue d'être un symbole de réussite dans la coopération économique entre les deux pays. Pour illustrer ses propos, le responsable vietnamien a cité le projet de coentreprise entre le Groupe pétrolier vietnamien PetroVietnam (par l'intermédiaire de PVEP), la société thaïlandaise PTTEP et le groupe algérien Sonatrach au gisement de Bir Seba, indiquant que ce dernier se poursuit efficacement, avec une capacité de 17 000 barils par jour et un plan visant à augmenter la production totale. Au cours de l'année écoulée, plusieurs délégations d'entreprises vietnamiennes se sont rendues en Algérie pour re-

chercher des opportunités d'investissement dans les secteurs de la fabrication de médicaments, des compléments nutritionnels, de la construction et de la fourniture de main-d'œuvre. Cela témoigne de l'intérêt qu'accorde le Vietnam à l'investissement en Algérie et au renforcement de la coopération dans divers domaines de manière générale. « La coopération dans les domaines de l'agriculture, de l'aquaculture, de l'industrie, des télécommunications, de la construction et du tourisme continue d'être renforcée ; le modèle de coopération décentralisée entre la province vietnamienne de Dien Bien et la wilaya de Batna est également mis en œuvre de manière active », a-t-il souligné, indiquant que ces résultats sont très encourageants, mais restent encore en deçà du niveau attendu au regard des excellentes relations d'amitié et du potentiel considérable des deux pays. C'est pourquoi « nos deux parties doivent coopérer étroitement et adopter des solutions appropriées afin d'élever notre collaboration à un niveau supérieur ». Le Vice-ministre a appelé, à cet effet, à des échanges « francs et substantiels » lors de cette session, en vue de définir des solutions concrètes pour renforcer la coopération dans les secteurs du commerce, de l'investissement pétrolier et gazier, de l'agriculture, de l'environnement, des finances, de la science et de la technologie, de l'éducation, de la construction et du tourisme. En conclusion, Nguyen Tuong Van a réaffirmé l'engagement du Vietnam à développer ses relations avec l'Algérie : « La partie vietnamienne continuera de coopérer étroitement avec la partie algérienne pour promouvoir la coopération économique, scientifique et technique, contribuant à approfondir l'amitié traditionnelle et la coopération Vietnam-Algérie ».

Pour sa part, le Secrétaire général du ministère de l'Industrie, Kheireddine Ben Aïssa, a souligné que la tenue de cette session intervient à la veille d'une étape diplomatique majeure : la visite officielle du Premier ministre vietnamien en Algérie, prévue du 18 au 20 novembre. Cette visite, qualifiée de stratégique, devrait déboucher sur la signature de plusieurs accords et mémorandums d'entente, permettant d'insuffler une dynamique nouvelle aux relations bilatérales. Selon M. Ben Aïssa, l'Algérie aspire à ériger cette visite en fondement d'un partenariat stratégique renouvelé, englobant des domaines aussi variés que la politique, la défense, la sécurité, l'économie ou encore la culture. Il a insisté sur les transformations structurelles engagées par l'Algérie ces dernières années, notamment dans l'industrie, l'investissement, l'énergie et l'économie verte, grâce aux réformes économiques profondes et au nouveau Code de l'investissement. L'intégration du pays dans la Zone de libre-échange continentale africaine constitue également un atout majeur pour attirer des partenaires comme le Vietnam, en quête d'accès au marché africain. Le responsable algérien a également salué l'expérience pionnière du Vietnam dans le développement industriel, l'innovation et la diversification économique, la considérant comme un modèle et un partenaire naturel dans la quête d'un développement durable partagé. Il a plaidé pour une extension de la coopération dans des secteurs à fort potentiel, tels que les énergies renouvelables, la recherche scientifique, la numérisation, les start-up, le tourisme et l'enseignement supérieur.

LE CNRST ORGANISE EN DÉCEMBRE PROCHAIN UNE RENCONTRE NATIONALE
La recherche scientifique et l'innovation au service de l'économie nationale

Le Conseil national de la recherche scientifique et des technologies (CNRST) organise, en décembre prochain, une rencontre nationale sur la recherche scientifique et l'innovation au service de l'économie nationale, avec la participation notamment de l'élite académique et scientifique, d'experts ainsi que différents départements ministériels, indique dimanche un communiqué du Conseil. "Dans le cadre de ses efforts visant à renforcer le rôle de la recherche scientifique et le développement technologique du système national d'innovation, considérés comme les piliers essentiels de la souveraineté nationale et du développement d'une économie fondée sur la connaissance, et en vue de consolider les fondements d'un développement durable en Algérie, le Conseil national de la recherche scientifique et des technologies organise une rencontre nationale intitulée « La recherche scientifique et l'innovation au service de l'économie nationale : de la vision à l'impact », les 20 et 21 décembre 2025, à Alger", précise la même source. Cet événement important constitue "un espace fédérateur réunissant l'ensemble des acteurs du système national de recherche et d'innovation, notamment l'élite académique et scientifique, les experts, les départements ministériels concernés, les entreprises économiques publiques et privées, les organisations syndicales, les associations patronales, les institutions de jeunesse ainsi que la société civile", ajoute le communiqué. Cette rencontre a également pour objectif de "clarifier une vision stratégique partagée et de renforcer l'écosystème de la recherche scientifique et de l'innovation, en vue de bâtir un système national de recherche et d'innovation efficient, capable d'accompagner les réformes structurelles en cours dans le pays, et de contribuer à la réalisation des objectifs fixés dans le programme du Gouvernement", souligne le communiqué.

LA 10^e ÉDITION DU SALON ALGEST 2025 S'OUVRE AUJOURD'HUI À ALGER

La sous-traitance au cœur de la relance industrielle

Par Réda Hadi

À la veille de l'ouverture du Salon international de la sous-traitance (Algest 2025), le président de la Bourse algérienne de la sous-traitance et du partenariat, Kamel Agsous, détaille les enjeux d'un secteur devenu stratégique pour l'économie nationale, à nos collègues de la radio nationale. Unique événement entièrement dédié à la sous-traitance en Algérie, le salon, désormais annuel, s'impose comme une plateforme incontournable de rencontres d'affaires, de débats et de mise en valeur du potentiel industriel local. Créée sous forme d'association professionnelle à but non lucratif, la Bourse de la sous-traitance a pour vocation première de rapprocher les grands donneurs d'ordre — notamment les industries manufacturières, les groupes publics comme Sonatrach ou Sonelgaz — des petites et moyennes entreprises spécialisées dans la fabrication de composants, pièces et services techniques. L'objectif est clair : développer les échanges industriels, encourager l'intégration locale et réduire la dépendance aux importations. Dans un pays où l'industrie ne représente encore que 5 % du PIB, loin des stan-

dards des économies émergentes, cette mission devient cruciale. Les pouvoirs publics visent un taux d'intégration nationale de 40 % à moyen terme, ambition affichée dans les grandes orientations industrielles. Pour l'édition 2025, Algest occupe une surface de plus de 2 500 m² au Palais des Expositions et réunit 130 exposants issus de l'ensemble du tissu industriel : mécanique, métallurgie, électronique, chimie, caoutchouc, énergie et services industriels. Le salon accueillera aussi plusieurs délégations étrangères venues de Pologne, d'Allemagne, d'Italie, d'Espagne, de Chine ou encore de Tunisie. Lors de son passage sur les ondes de la radio nationale « Chaîne 3 », Kamel Agsous a précisé que « l'édition de cette année consacre un pôle important à l'industrie automobile, secteur dont l'essor est annoncé pour 2025-2026, avec un accent particulier sur la fabrication de pièces de rechange et l'accompagnement des futurs constructeurs ». Selon la Bourse de la sous-traitance, l'Algérie compte environ 1 300 PME réellement actives dans ce domaine, un chiffre modeste au regard des besoins industriels. Le ratio de sous-traitance dans l'industrie nationale serait évalué à près de 10 %, un

niveau faible comparé aux standards internationaux. Le potentiel existe pourtant. Agsous cite notamment Sonatrach, considéré comme un gigantesque réservoir de commandes : près de 500 000 items consommés chaque année, représentant entre 750 millions et 1 milliard de dollars de pièces et composants. Un marché colossal dont une part importante pourrait être capté par les PME locales, à condition que celles-ci atteignent les standards requis. Car c'est l'un des principaux défis : la mise à niveau. Les secteurs émergents — automobile, énergies renouvelables, infrastructures ferroviaires, dessalement de l'eau de mer — imposent des normes strictes, tant sur la qualité que sur la capacité de production. Pour Agsous, la montée en gamme des PME est incontournable si l'on veut créer un tissu industriel fiable et intégrer les chaînes de valeur internationales. L'industrie automobile, citée à de nombreuses reprises dans le discours du président de la Bourse, demeure l'un des secteurs les plus riches en opportunités... mais aussi l'un des plus contraignants. Deux conditions majeures sont nécessaires. La première est en lien avec les volumes de production. « Sans un minimum de 300 000

à 400 000 véhicules fabriqués annuellement, la rentabilité des investissements dans la pièce de rechange reste incertaine », affirme l'intervenant. Quant à la deuxième condition, le président de la bourse de la sous-traitance a cité le partenariat stratégique. Pour lui, les constructeurs étrangers doivent s'impliquer, apporter leurs équipes, transférer le savoir-faire et co-développer des capacités locales, indiquant que les investisseurs algériens de la pièce de rechange « sont sur les starting-blocks », mais n'avanceront que lorsqu'une visibilité réelle sur les volumes sera assurée. Pour accélérer le développement de la sous-traitance, la Bourse propose plusieurs mesures, dont, une restructuration des groupes industriels afin qu'ils se concentrent sur leur cœur de métier et externalisent davantage, ainsi que la dépénalisation de l'acte de gestion, pour fluidifier la relation entre donneurs d'ordre publics et PME privées. Celui-ci précise aussi que la création d'une loi sur l'investissement productif, distincte du code des investissements, afin de simplifier les procédures pour les projets industriels et réduire les retards, serait utile.

CONCOURS NATIONAL ET INTERNATIONAL "ÉTUDIANT PORTEUR DE PROJET DE START-UP ET DE MICRO-ENTREPRISE STARTUDE DZ"

ANEP sponsor officiel de la 3^e édition

L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité (ANEP) a l'honneur d'être le sponsor officiel de la 3^e édition du concours national et international "Étudiant porteur de projet de start-up et de micro-entreprise STAR-TUDE DZ", organisé par l'Organisation Nationale des Étudiants Libres, sous le haut patronage du Ministère de la Jeunesse et du Conseil Supérieur de la Jeunesse, et plusieurs ministères et institutions nationales. Les activités de cette édition ont débuté le 17 février 2025, marquées par une large participation illustrant la créativité, le dynamisme et l'esprit d'innovation de la jeunesse algérienne à travers l'ensemble du territoire national. En apportant son appui à cet événement d'envergure, l'ANEP réaffirme son engagement constant en faveur du développement de l'entrepreneuriat et de l'innovation, en parfaite harmonie avec les orientations du Président de la République, qui œuvre à renforcer le rôle des jeunes dans la dynamique économique nationale et à transformer leurs idées en projets porteurs de croissance. À travers cette initiative, l'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité confirme sa volonté de promouvoir les talents émergents et les initiatives créatives, considérés comme des piliers essentiels pour bâtir un avenir économique solide et prometteur pour l'Algérie.

TOURISME ET ARTISANAT

La ministre M^{me} Meddahi préside la clôture de la 26^e édition du SIAT

La ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Mme Houria Meddahi, a présidé, samedi à Alger, la cérémonie de clôture de la 26e édition du Salon international de l'artisanat (SIAT), placé sous le slogan "Artisanat algérien: patrimoine, authenticité et créativité artistique". Dans son allocution à cette occasion, la ministre a souligné "l'engagement de l'Etat à accompagner et soutenir les artisans afin de développer un artisanat productif et durable qui contribue efficacement au développement de l'économie nationale". Elle a également appelé les jeunes à "créer des entreprises dans le domaine de l'artisanat et des métiers et à profiter des avantages offerts par les dispositifs de financement mis en place par l'Etat, afin de valoriser et garantir la pérennité de l'artisanat", assu-

rant que le ministère veille à "accompagner ces facilités et à soutenir les jeunes sur le terrain, tout en leur assurant l'accès à des programmes de formation spécialisée". Mme Meddahi a précisé que ce salon a constitué "une occasion pour mettre en valeur des métiers profondément ancrés dans le patrimoine national et une opportunité pour faire découvrir des domaines de l'artisanat comme le textile, la poterie, la broderie, la confection de bijoux, la gravure sur cuivre et bois, le cuir, les produits cosmétiques naturels et autres". Elle a également évoqué "la participation remarquable" des artisans, rappelant l'organisation de workshops et de démonstrations ayant mis en avant la diversité culturelle nationale, notamment grâce à une forte affluence du public, reflétant, a-t-elle dit,

"une culture de considération du travail artisanal et de la place qu'il occupe dans la société". Cette édition a également vu l'organisation de journées d'étude portant sur divers sujets tels que les mécanismes de financement des artisans, les moyens de protection des produits artisanaux, ainsi que les méthodes de développement de la promotion et du marketing digital, ayant permis la présentation de propositions pratiques pour la qualification des artisans, en sus de la signature d'accords reflétant "la politique de l'Etat visant à soutenir l'entrepreneuriat artisanal et à renforcer l'emploi". Au terme de la cérémonie, plusieurs artisans ont été honorés, ainsi que les lauréats du meilleur stand international et national, et le meilleur stand dédié à une start-up.

HOLCIM EL-DJAZAÏR

Intégration de la première femme chauffeur poids-lourd en Algérie

Holcim El-Djazair réaffirme son rôle de moteur de transformation durable dans l'industrie algérienne en repensant sa chaîne logistique autour de trois axes essentiels : l'innovation technologique, l'excellence opérationnelle et l'engagement social. Cette dynamique vise à créer un impact positif pour les personnes, les communautés et la planète, tout en réduisant l'empreinte environnementale et en renforçant l'efficacité industrielle. Holcim El-Djazair est fier d'annoncer l'intégration, au sein de sa chaîne logistique, de la première femme chauffeur poids-lourd en Algérie. Cette avancée inédite résulte de l'engagement conjoint d'Holcim El-Djazair et de ses transporteurs sous-traitants. Elle couronne le programme « Women on Wheels » « WoW », un parcours de près de deux ans offrant à ces professionnelles, employées par nos partenaires,

une formation certifiante complète en sécurité, conduite et éco-conduite, conforme aux standards mondiaux les plus exigeants. Conscient des défis de la logistique en Algérie, Holcim El-Djazair s'engage fermement à transférer son expertise et ses exigences de sécurité à l'ensemble de ses partenaires. « Notre démarche est fondée sur la co-responsabilité : Un taux de préqualification de 100 % est requis pour les fournisseurs, sur la base d'audits réguliers et du strict respect des critères de sécurité du Groupe. Formation de 100% des chauffeurs à la conduite défensive « 1300 chauffeurs formés chaque année » L'équipement intégral de la flotte de 3 000 poids lourds en systèmes IVMS, assurant le respect des règles de conduite, de vitesse, et de comportements routiers Culture de la Prévention, avec des journées de sensibilisation conjointes et des programmes de récompense pour les conducteurs exemplaires « employés par nos partenaires » sont mis en place pour instaurer durablement une culture de la prudence et de l'éthique routière», indique dans un communiqué.

Dans le cadre de sa stratégie de transition énergétique, Holcim El-Djazair encourage et accompagne ses partenaires dans l'adoption de technologies d'avant-garde. L'entreprise opère ainsi le premier camion poids-lourd 100 % électrique en Algérie, démontrant la viabilité opérationnelle et économique de solutions capables d'éliminer les émissions directes de CO₂ et de constituer une alternative performante aux camions diesel. Trois chariots élévateurs entièrement électriques complètent également cette démarche, améliorant l'efficacité et la propreté des opérations de chargement et de manutention sur les sites industriels. En investissant dans la formation, la sécurité et les technologies les plus avancées, Holcim El-Djazair confirme son rôle de leader responsable. L'entreprise démontre qu'une logistique plus sûre, plus inclusive et plus durable est possible grâce à un partenariat solide avec l'ensemble de l'écosystème national, en parfaite continuité avec la vision du Groupe : bâtir le progrès pour les personnes et pour le pays.

PARTAGE D'INFORMATION PERSONNELLE LIÉE À LA CARTE CLASSIQUE

Algérie Poste met en garde ses clients

L'entreprise Algérie Poste a mis en garde, samedi dans un communiqué, ses clients contre le partage de toute information personnelle liée à la carte classique, notamment le code de vérification OTP envoyé par SMS. Algérie Poste "ne contacte jamais ses clients par téléphone ou par tout autre moyen pour demander ce code ou toute donnée confidentielle relative au compte postal ou à la carte classique", a précisé l'entreprise, appelant à "la vigilance, à ne pas répondre à tout appel ou message suspect prétendant appartenir à l'établissement, et à les signaler immédiatement via les canaux officiels". L'entreprise a rappelé dans son communiqué les liens de ses pages officielles, Facebook: <https://www.facebook.com/algerieposteofficiel>, Instagram: https://www.instagram.com/algerie_poste/, LinkedIn: <https://www.linkedin.com/company/algerieposte/>, et X: <https://twitter.com/postedz>. Elle a également cité les liens de ses profils sur TikTok: https://www.tiktok.com/@algerie.poste?_t=8qqEJ6kEqNq&_r=1, et YouTube: <https://youtube.com/channel/UCZubjROY1tbvANdCcehe4NQ>. Concernant les applications officielles d'Algérie Poste, le communiqué a mentionné les liens suivants, BaridiMob: <https://play.google.com/store/apps/details?id=ru.bpc.mobilebank.bpc>, et ECCP: <https://play.google.com/store/apps/details?id=dz.poste.eccp>.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	450,00	NC	0,00	0,00	5,24	7,94	7,78	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	1400,00	0,00	-0,48	-0,99	9,00	5,56	4765	6 671 000,00
BIOPHARM	BIO	2 501,00	2500,00	-0,04	0,91	3,39	6,65	6,40	2891	7 227 500,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 299,00	2300,00	0,04	0,97	1,83	10,97	5,43	21932	50 443 600,00
EGH El Aurassi	AUR	361,00	NC	0,00	-4,35	-9,29	4,56	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	400,00	NC	0,00	1,36	-0,23	3,78	5,25	0	0,00

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 13 نوفمبر 2025
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 13 Novembre 2025

Prix du détail ¹			أسعار التجزئة ²			
DA / Kg			دج / كلف			
Produits		معدل	أعلى	أدنى	المنتجات	
		Moyenne	Maximum	Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	53	61	45	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	118	137	99	الطماطم	
	Oignon sec	48	56	41	البصل الجاف	
	Ail sec	693	778	608	الثوم الجاف	
	Carotte	82	94	71	الجزر	
	Navet	90	101	79	اللفت	
	Choux fleur	113	127	98	قرنبيط	
	Choux	99	112	86	الكرنب	
	Courgette	104	118	89	الكوسة	
	Haricot vert	145	166	125	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	98	111	85	الخس	
Fruits frais	Clémentine	247	300	193	كليمنتين	فواكه طازجة
	Pomme locale	340	437	244	التفاح المحلي	
	Datte	485	626	344	التمر	
	Banane	437	452	421	الموز	
	Raisin	280	330	231	العنب	
	Grenade	165	205	125	الرمان	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1864	2005	1723	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	366	378	354	الدجاج	
	Ceufs (Unité)	21	23	20	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	94	100	89	حليب البقر (لتر)	

LA PRODUCTION NATIONALE EN ÉLECTRICITÉ CONSOLIDÉE

L'Algérie à la conquête du marché européen

L'Algérie semble franchir un seuil décisif dans la structuration de son système électrique, au point de rendre désormais crédible un objectif longtemps évoqué mais rarement considéré comme imminent : exporter de l'électricité vers l'Europe. Selon « Attaqa.net », cette ambition prend forme dans un contexte où le pays consolide sa capacité de production, améliore la résilience de son réseau et accélère la diversification de son mix énergétique, tout en dégagant des marges d'excédent qui dépassent désormais la simple couverture de la demande nationale.

Par M. A.

Avec une production annuelle de 96,3 térawattheures, presque entièrement assurée par le gaz naturel, l'Algérie bénéficie d'un socle de stabilité que peu de pays de la région peuvent revendiquer. Les réserves colossales de gaz, estimées à plus de 159 trillions de pieds cubes, confèrent au pays une sécurité énergétique durable et une capacité à faire fonctionner de grandes centrales à haut rendement, comme celles de Bellara à Jijel ou de Hadjret Ennous à Tipaza. Ces infrastructures, qui figurent parmi les plus puissantes du bassin méditerranéen, constituent l'ossature d'un système capable de répondre à une demande nationale en croissance tout en absorbant les pics de consommation estivaux, qui ont atteint 20 628 mégawatts à la fin juillet 2025. Malgré cette poussée de la demande, en hausse de 5,4 % en 2024 et appelée à progresser en moyenne de 5,2 % par an jusqu'en 2027, la société nationale Sonelgaz parvient non seulement à satisfaire les besoins domestiques sans interruption, mais aussi à maintenir une capacité d'exportation journalière de 500 mégawatts vers la Tunisie. Ce simple fait illustre la solidité structurelle du réseau électrique algérien et sa capacité à gérer simultanément croissance interne et engagements régionaux. Dans ce paysage, la transition énergétique en

cours change subtilement mais profondément la trajectoire du pays. La part des énergies renouvelables reste encore modeste, à peine 0,87 térawattheure pour le solaire et des contributions symboliques pour l'éolien et l'hydraulique. Cependant, les orientations actuelles donnent un tout autre relief aux années à venir. L'Algérie mise sur de vastes projets, dont Solar 1000 et l'installation de 2000 mégawatts solaires dans douze wilayas, auxquels s'ajoute un programme de vingt nouvelles centrales totalisant 3 gigawatts. Ce tournant, soutenu par un ensoleillement dépassant 3900 heures par an dans certaines régions, prépare le terrain non seulement pour alléger la charge pesant sur les centrales à gaz, mais surtout pour dégager un excédent exportable à moyen terme. Les investissements dans les infrastructures sont tout aussi déterminants. Le pays consacre 1,5 milliard de dollars au renforcement de l'interconnexion entre le nord et le sud, avec près de 880 kilomètres de nouvelles lignes de transport, une initiative essentielle pour intégrer pleinement la production solaire saharienne au réseau national. Parallèlement, la mise en service progressive de grandes centrales comme celle de Mostaganem, d'une capacité de 1,5 gigawatt, accentue encore la marge de manœuvre du système national. C'est dans ce contexte que s'inscrit la dynamique de coopération internationale. Sonelgaz et Sonatrach ont récemment conclu, avec la

compagnie italienne Eni, un accord portant sur une étude de faisabilité relative à un futur câble électrique reliant l'Algérie à l'Italie. Ce projet, qui aurait semblé ambitieux il y a quelques années, trouve aujourd'hui une légitimité nouvelle au regard des excédents en construction, mais aussi des besoins croissants de l'Europe en énergie bas carbone et sécurisée. Pour Alger, cette perspective va bien au-delà d'un simple débouché commercial. Il s'agit d'un repositionnement stratégique : devenir un acteur énergétique à double vocation, gazière et électrique, et s'inscrire dans la transition énergétique européenne en tant que fournisseur fiable, doté d'un mix en évolution et d'une capacité d'adaptation notable. Pour l'Europe, l'enjeu est tout aussi évident : diversifier ses approvisionnements et sécuriser des flux d'électricité provenant d'un voisin méridional stable et interconnecté. L'exportation d'électricité vers l'Europe n'est plus un exercice de projection lointaine. Les fondations techniques, les capacités excédentaires, les projets renouvelables et les initiatives diplomatiques convergent désormais vers un même horizon. L'Algérie, forte de son potentiel gazier et solaire, avance à grands pas vers un statut de futur hub énergétique régional, capable d'alimenter son marché interne, de stabiliser son voisinage et, bientôt peut-être, d'éclairer une partie du continent européen.

PORT D'ORAN

Le terminal à conteneurs renforcé par de nouveaux équipements

Par R. E.

Le terminal à conteneurs du port d'Oran a été renforcé par de nouveaux équipements et engins destinés aux opérations de déchargement, de chargement et de manutention des conteneurs, dans le but d'améliorer la productivité du port et de réduire la durée d'accostage des navires, a-t-on appris, dimanche, du Président-directeur général de l'entreprise portuaire, Mohamed Hadji. Dans une déclaration à l'APS, M. Hadji a précisé que le terminal à conteneurs s'est doté durant le mois de novembre en cours de six engins modernes au traitement et à l'empilage des conteneurs, ainsi que de trois grandes grues de dernière génération de type RTG pour le déchargement des conteneurs du navire vers le quai. Cette opération a été financée sur le budget propre de l'entreprise, a-t-il indiqué, ajoutant que cette démarche s'inscrit dans le cadre d'un programme global de modernisation du matériel et de renforcement des capacités logistiques du port. Elle intervient dans le contexte des efforts continus visant à développer les infrastructures portuaires et à accroître les capacités de manutention des conteneurs selon les normes internationales les plus récentes, ce qui permettra d'améliorer la qualité des services, notamment en matière de traitement des conteneurs.

LE MINISTRE DES HYDROCARBURES ET DES MINES REÇOIT L'AMBASSADEUR OMANAIS

Les moyens de renforcer la coopération bilatérale examinés

Par M. A.

Le ministre d'Etat, ministre des Hydrocarbures et des Mines, Mohamed Arkab, a reçu, hier à Alger, l'ambassadeur du Sultanat d'Oman en Algérie, M. Saif Rashid Al-Badai, avec lequel il a examiné les moyens de renforcer la coopération bilatérale dans les domaines des hydrocarbures et des mines, indique un communiqué du ministère. La rencontre, tenue au siège du ministère, en présence des cadres du secteur, a permis d'abor-

der l'état de la coopération et les perspectives de son développement, notamment à la lumière de l'intérêt croissant des entreprises omanaises pour l'investissement en Algérie, à l'instar de la société Abraj Energy Services, le groupe Suhail Bahwan Holding, et le groupe Mohammed Al Barwani (MB) Holding, à travers sa filiale Petrogas, ainsi que d'autres entreprises omanaises activant dans les secteurs des hydrocarbures et des mines, précise la même source. Les deux parties ont également

évoqué l'état d'avancement de la mise en œuvre des deux conventions d'étude, signées entre l'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (ALNAFT) et la société Petrogas, portant sur l'évaluation du potentiel en hydrocarbures dans deux périmètres situés dans les bassins de Touggourt et de Berkine, et ce en marge de la 13e édition du Salon international "Africa & Mediterranean Energy & Hydrogen Exhibition and Conference" (NAPEC 2025) à Oran.

Elles ont, en outre, examiné les opportunités de coopération dans les domaines de la prospection, du développement des gisements, des services de puits, et des industries pétrolières et gazières, en sus des possibilités d'élargir le partenariat au secteur minier, notamment dans les projets d'exploitation et de transformation du phosphate, de production d'acide phosphorique et d'engrais phosphatés. Au cours de cette rencontre, le ministre a souligné que l'Algérie, conformément aux directives du

président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, œuvre au renforcement de la coopération économique avec le Sultanat d'Oman et à l'élargissement des partenariats établis dans les domaines de l'énergie et des industries de transformation, au mieux des intérêts des deux pays frères. Cette rencontre s'inscrit dans le cadre de la dynamique continue des relations fraternelles entre l'Algérie et le Sultanat d'Oman, notamment dans les secteurs des hydrocarbures et des mines.

PROJET DE SÉCURISATION DES INFRASTRUCTURES DU CENTRE DE TÉLÉCOMMUNICATIONS SPATIALES

Les travaux de réalisation lancés

Synthèse S R.

Le ministre de la Poste et des Télécommunications, Sid Ali Zerrouki, a supervisé, avant-hier à Médéa, le lancement des travaux de réalisation du projet de sécurisation des infrastructures du Centre de télécommunications spatiales relevant d'Algérie Télécom Satellite (ATS). Le ministre a procédé, à Boughezoul, à la pose de la première pierre de ce projet stratégique implanté sur une surface de 30.000 M2 et doté d'une enveloppe considérable estimée à un (1) milliard DA. Le projet

visait à garantir la continuité des services nationaux de télécommunications spatiales à travers la création d'un centre de secours assurant la redondance en cas d'urgence au centre de Lakhdaria (Bouira), selon les explications fournies sur place. Selon les responsables du projet, le choix du site de réalisation s'est fait sur la base de critères techniques et stratégiques précis, incluant une activité sismique modérée, une forte densité du réseau de fibre optique, une accessibilité facilitée par l'autoroute Chiffa (Blida)-Boughezoul, ainsi que sa proximité avec l'Agence spatiale algé-

rienne (ASAL). Ce projet, représentant une étape importante pour le renforcement des infrastructures nationales de télécommunications spatiales et la pérennité des services vitaux, va également contribuer à la création d'emplois durant les phases de réalisation et d'exploitation, outre son impact économique local et national. A cette occasion, le ministre a exprimé son souhait que le projet soit achevé dans un délai de 16 mois au lieu des 20 mois prévus dans sa fiche technique. Par ailleurs, M. Zerrouki a annoncé l'achèvement, début 2027, du projet de couverture de

l'ensemble des régions du pays par le réseau de téléphonie mobile. Un projet doté d'une enveloppe financière conséquente, en vue de couvrir toutes les régions, dont les villages et zones rurales comptant entre 500 et 2.000 habitants. Il a souligné que la 1ère phase de cette opération a concerné 1.400 zones auxquelles ont été affectées 1.200 stations, dont 800 déjà installées, tandis que l'opération se poursuit pour couvrir, dans sa 2e phase, 4.500 zones, affirmant, en outre, que "chaque citoyen a droit à la couverture par le réseau de téléphonie mobile".

BATNA

Engouement notable pour la clinique mobile de dépistage du diabète

Une clinique mobile de sensibilisation et de dépistage du diabète installée samedi sur les allées Benboulaïd du centre-ville de Batna a suscité engouement notable des citoyens dès les premières heures de son ouverture présidée par le wali, Riadh Benahmed et de cadres locaux et centraux du secteur de la santé. Le staff médical encadrant cette clinique mobile assurera aux citoyens, jusqu'au 20 novembre courant, des consultations et des analyses à titre gracieux de dépistage du diabète et de l'hypertension, selon les explications de la professeure Radia Bensemane, représentante du ministère de la Santé. Cette initiative lancée par la direction générale de la prévention et de promotion de la santé au ministère de tutelle en coordination avec la direction locale de la santé coïncide avec la journée mondiale du diabète (14 novembre) et cible les personnes adultes saines ou atteintes de l'hypertension artérielle ou du diabète, selon la même source. L'opération concerne aussi les enfants de plus 6 ans, a indiqué la même cadre qui a relevé que la clinique dispose de tous les équipements nécessaires et est encadrée par des médecins de plusieurs spécialités. De son côté, le directeur de la santé, Hamdi Chagouri, a affirmé que cette clinique mobile organisée sous le slogan "la voie de la prévention" constitue une campagne de sensibilisation et de prévention ainsi que de dépistage précoce du diabète, de l'hypertension et de maladies cardiaques et offre aux citoyens de tous les âges une opportunité de bénéficier de consultations et d'analyses gratuites en ce domaine.

SAIDA

Livraison prévue de 800 logements publics locatifs

Le projet de réalisation de 800 logements publics locatifs (LPL) dans la ville de Saïda devra être réceptionné à la fin du mois de décembre prochain, a-t-on appris auprès de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI). Ce projet, en cours de réalisation au nouveau pôle urbain d'Aïn Zarka, à l'est du chef-lieu de wilaya, enregistre un rythme de travail soutenu, avec un taux d'avancement de 98%, indique la même source. Par ailleurs, les travaux d'aménagement extérieur, notamment la pose des trottoirs, l'installation de l'éclairage public et les travaux de voirie, sont également en cours, a-t-on ajouté. Le wali de Saïda, Amoumene Mer-mouri, a inspecté jeudi dernier le chantier de ce projet, lancé au milieu de l'année précédente. Il a souligné la nécessité de respecter les délais pour la livraison de ces logements, afin qu'ils puissent être attribués aux bénéficiaires dès le début de l'année prochaine, indique-t-on. A noter que la ville de Saïda enregistre un programme de logements publics locatifs comprenant au total 12.688 unités, dont 9.188 ont été livrées, tandis que les autres sont en cours de réalisation.

RÉHABILITATION D'UN TRONÇON DU PARCOURS DU TRAMWAY DE CONSTANTINE

SETRAM à l'œuvre pour faciliter la mobilité des voyageurs

La Société d'exploitation des tramways SETRAM (unité opérationnelle de Constantine) a renforcé le plan d'action mis en œuvre parallèlement avec le chantier de réhabilitation du tronçon du trajet du tramway affecté par un glissement de terrain, par une série de mesures d'accompagnement au service des usagers de ce moyen de locomotion, a indiqué samedi la cellule de communication de la Direction de l'unité opérationnelle de Constantine.

En plus du service gracieux de transport par bus (15 bus actuellement mobilisés assurant la liaison où le service est suspendu en raison des travaux, à savoir entre les stations Khazenadar et Palma), la SETRAM a mobilisé tous son staff afin d'accompagner les voyageurs et intervenir "en temps réel" en cas d'éventuelles perturbations, a précisé la responsable de la cellule, Ibtissem Ghimouz. Les contrôleurs mobilisés à cet effet, opèrent en étroite coordination avec le Centre des opérations de la SETRAM pour remédier à tout inconvénient pouvant être signalé, a expliqué la même source.

La direction de SETRAM (unité de Constantine) a fait état de la possibilité d'augmenter le nombre de bus en cas de forte affluence, a-t-elle précisé faisant état de l'installation d'un centre de contrôle à la station Khazenadar, chargé de superviser l'ensemble du dispositif et de garantir une communication fluide entre les bus et le Centre de contrôle de l'unité opérationnelle. Par ailleurs, des ascenseurs électriques sont mis à la disposition des voyageurs à la station (Palma), avec une priorité accordée aux personnes âgées et à mobilité réduite, selon la même source qui a fait part également de la mise en service de 21 rames de tramway sur l'ensemble de



la ligne, un dispositif qui pourra être renforcé en fonction des besoins constatés sur le terrain. Une cellule d'information a également été installée à la station Khazenadar pour orienter les voyageurs et répondre à leurs interrogations. Un dispositif spécial d'accompagnement pour les étudiants a été mis en œuvre à travers un service supplémentaire de rames spécialement dédié aux étudiants afin de faciliter leurs déplacements vers les différents campus universitaires et d'assurer la fluidité du trafic pendant les périodes d'études. A titre d'exemple, une rame réservée exclusivement aux étudiants circule dans les deux sens de la station Khazenadar à l'université Mentouri (Constantine 1).

AÏN DEFLA

Prévision de production de près de 1,5 million de quintaux de céréales

Une production jugée abondante de près de 1,5 million de quintaux de céréales est attendue dans la wilaya d'Aïn Defla, au titre de la campagne agricole 2025/2026, a-t-on appris, samedi, auprès de la Direction locale des services agricoles. La moyenne de rendement pour cette campagne devrait atteindre les 28 qx/hectare, toutes variétés confondues, dont le blé tendre, le

blé dur, l'orge et l'avoine, a indiqué le responsable de la direction, Benyoucef Haouès. La superficie agricole réservée à la culture des céréales durant cette campagne agricole est de 70.000 hectares, a-t-il précisé. S'agissant des structures de stockage dans la wilaya, le responsable a souligné que cette dernière a bénéficié de 11 opérations pour la réalisation de nouveaux

centres de stockage de proximité, d'une capacité d'accueil unitaire de 50.000 qx. Il a ajouté que neuf (9) de ces centres de stockage, sur les 11 destinés à la wilaya, sont déjà opérationnels, tandis qu'un 10e sera réceptionné avant la fin de l'année en cours. Le dernier centre de stockage étant prévu à l'entrée en service au cours du 1er semestre 2026, ce qui permettra d'augmen-

ter les capacités de stockage de la wilaya, estimées actuellement à près de 800.000 qx. La wilaya a également bénéficié de deux (2) projets de réalisation de silos, d'une capacité de stockage de 200.000 qx chacun. Le premier à El Attaf, dont le taux d'avancement est de 50%, et le second dans la commune de Boumedfaa.

MOSTAGANEM

La zone industrielle d'El Bordjia se dote d'une station de relevage et de transfert des eaux pluviales

La zone industrielle d'El Bordjia, dans la commune de El Hassiane (wilaya de Mostaganem), a été récemment dotée d'une station de relevage et de transfert des eaux pluviales, a indiqué samedi, un communiqué des services de la wilaya. Cette infrastructure, mise en service récemment, s'inscrit dans le cadre du programme sectoriel de développement et du projet d'aménagement de la zone industrielle d'El Bordjia incluant son raccordement aux différents réseaux et son équipement en vue d'ac-

cueillir des unités industrielles et des projets d'investissement, précise la même source. La station dispose d'une capacité de 18.000 mètres cubes par heure, ce qui reflète son importance pour le renforcement des infrastructures de base de cette zone industrielle et l'amélioration de l'évacuation des eaux pluviales vers l'oued avoisinant, selon le communiqué. Cette infrastructure, dont la réalisation a mobilisé plus de 518 millions DA, constitue la deuxième du genre après une première station dont le coût de

réalisation est estimé à 360 millions DA, a-t-on ajouté. Lors de sa récente visite sur le site, le wali de Mostaganem, Ahmed Bou-douh, a donné des instructions concernant la conclusion d'une convention entre le groupe des industries locales "Divindus" (chargé de la gestion de la station) et l'Office national de l'assainissement (ONA), afin d'organiser des sessions de formation et de qualification des ressources humaines pour assurer une gestion optimale de cette installation, indique-t-on.

Tout pour le complexe militaro-industriel, rien pour le bien-être sur une planète en feu

Les exigences insatiables du complexe militaro-industriel constituent un obstacle à l'épanouissement humain sur une planète qui serait viable.

2^e partie et fin

Par Khem Rogaly (1) ;
Patrick Bigger (2)

L'augmentation des dépenses et la multiplication des interventions du Pentagone se sont accompagnées du plus violent déploiement des forces américaines et alliées depuis des générations. À Gaza, les États-Unis ont supervisé une attaque génocidaire israélienne et bouleversé les normes antérieures relatives à l'usage de la force. Alors que les frappes aériennes contre les civils et les infrastructures civiles étaient autrefois dissimulées sous le terme de « dommages collatéraux », les États-Unis et leur principal proxy ne cachent plus qu'ils prennent pour cible les travailleurs de la santé, les éducateurs, les journalistes, les infrastructures hydrauliques et énergétiques, ou les personnes faisant la queue pour obtenir de la nourriture dans un contexte de blocus de la famine.

Washington a exigé la loyauté de ses alliés pour soutenir cette campagne brutale partout au Moyen-Orient. Malgré des gestes symboliques et des déclarations fermes, Keir Starmer n'a pas suspendu les vols de surveillance quotidiens effectués par l'armée britannique au-dessus de Gaza. Lors de la récente visite officielle de Trump, le discours de Starmer sur le génocide correspondait exactement à ce que le président américain voulait entendre et lui a valu une tape amicale sur l'épaule de la part de son parrain impérial.

Washington a également insisté pour que ses alliés se joignent à son expansion militaire dans le cadre de sa rivalité avec la Chine, sous la forme d'un nouvel objectif de dépenses de l'OTAN calqué précisément sur la part du produit intérieur brut américain dédiée aux dépenses du Pentagone. Dans le cadre de cet accord, les alliés européens sont tenus de payer leur contribution au complexe militaro-industriel américain : l'aide à l'Ukraine, par exemple, est désormais achetée aux États-Unis avec l'argent européen.

S'engager dans ce parapluie de fer, c'est aussi s'engager dans le bloc fossile. Le nouvel objectif devrait ajouter 12 % aux émissions du continent européen, et les ressources fiscales précédemment allouées à la transition verte sont désormais consacrées à la machinerie de guerre. Au quotidien, les émissions militaires s'ajoutent aux ahurissants coûts environnementaux de la guerre, parmi lesquels ceux du génocide perpétré par Israël à Gaza avec l'aide des États-Unis et du Royaume-Uni, dont l'empreinte carbone est comparable à celle de pays entiers et qui utilise la destruction de l'environnement comme un outil de nettoyage ethnique.

Ces processus concomitants de militarisation, de reformation des blocs commerciaux et de génocide laissent présager un conflit potentiellement plus vaste et encore plus violent. Cela entraînera une insécurité et une instabilité encore plus



grandes pour la classe ouvrière mondiale.

La sécurité de la classe ouvrière

Dans tout le monde nord-atlantique, l'augmentation des dépenses militaires et de la consommation de combustibles fossiles sous l'impulsion des États-Unis présente des risques matériels pour les communautés ouvrières, qui n'ont pas grand-chose à y gagner. En échange du chaos d'une nouvelle Guerre froide, les populations aux États-Unis et en Europe se voient promettre l'austérité et la dégradation de l'environnement, leurs besoins étant abandonnés au profit de la concurrence entre grandes puissances. Pour la classe ouvrière, la stratégie industrielle menée par l'armée est un mauvais retour sur investissement. Des recherches récentes montrent que pour chaque million de dollars d'argent public dépensé, celles consacrées au complexe militaro-industriel créent cinq emplois, tandis que celles en matière d'éducation en créent treize et celles dans les soins de santé en créent neuf. Les dépenses publiques consacrées à l'économie de guerre accaparent des deniers publics qui pourraient sinon profiter davantage à la classe ouvrière, tout en rémunérant généreusement les dirigeants et les grands investisseurs. Concernant les cinq principaux fournisseurs du secteur de la défense aux États-Unis (Lockheed Martin, Boeing, Raytheon, General Dynamics et Northrop Grumman), la rémunération des PDG est au moins 164 fois supérieure au salaire médian. Les investisseurs dans ces entreprises bénéficient également de rendements élevés : une étude du Pentagone réalisée en 2023 a révélé que les dividendes versés aux actionnaires par les fournisseurs du secteur de la défense dépassent ceux des autres entreprises cotées en bourse.

Il est essentiel de reconnaître que le Pen-

tagone est une source d'instabilité et d'insécurité dans la vie de la classe ouvrière si on veut garantir la sécurité des humains partout dans le monde.

Par ailleurs, la contribution des dépenses militaires et du programme « Energy Dominance » de l'administration Trump à la dégradation de l'environnement entraînera une plus grande instabilité. Alors que la Maison Blanche augmente la production de combustibles fossiles aux États-Unis et les exportations à l'étranger, en particulier vers les alliés de l'OTAN, la sécurité énergétique de l'Europe (et les factures énergétiques) continuera de dépendre de relations géopolitiques fragiles plutôt que d'un approvisionnement domestique vert.

Les nouvelles émissions liées aux dépenses militaires vont déstabiliser la vie des classes populaires dans le monde, dans la mesure où le Pentagone, qui est déjà le plus grand consommateur institutionnel de combustibles fossiles au monde, est rejoint par un complexe militaro-industriel européen de taille similaire. Ces émissions ne sont qu'une partie de l'empreinte climatique encore inconsciente d'une Guerre froide volontaire, laquelle a été choisie plutôt qu'une collaboration avec la superpuissance industrielle verte mondiale.

Il est essentiel de reconnaître que le Pentagone est une source d'instabilité et d'insécurité pour les classes populaires si on veut garantir la sécurité des humains dans le monde. Les alternatives à la nouvelle Guerre froide doivent être une priorité pour la Gauche des deux côtés de l'Atlantique. Cela signifie qu'il faut mettre en évidence le caractère pervers de l'augmentation des dépenses militaires et le fait qu'elle repose sur la concurrence géopolitique plutôt que sur une sécurité réelle. Si les campagnes en faveur d'investissements dans les besoins essentiels de la vie (santé, logement, énergie verte) sont de toute fa-

çon impératifs, l'intérêt de la classe ouvrière est de démontrer que les exigences insatiables du complexe militaro-industriel constituent un obstacle à l'épanouissement collectif.

Un programme politique fondé sur une collaboration multilatérale en matière de climat, plutôt que sur une concurrence destructrice, créerait également un espace pour de nouvelles priorités industrielles. Cela permettrait de libérer les capacités de recherche et de production pour les détourner de la machine de guerre et les orienter vers la satisfaction des besoins humains. Comme le montrent les cycles des dépenses militaires au cours du siècle dernier, la production industrielle peut être convertie par l'État lorsqu'il le juge opportun, que ce soit pour accélérer le mouvement vers la guerre ou pour tirer parti de la paix. Dans ce contexte, les politiciens qui cherchent à représenter la classe ouvrière doivent admettre que l'expansion et l'escalade militaires sont motivées par les intérêts des grandes puissances. À un moment où les transitions s'accroissent et s'intensifient, la sécurité humaine ne peut être garantie qu'en mettant de côté les rivalités et le désir des élites d'accumuler des richesses en semant le chaos.

(1) Codirecteur du Transition Security Project, un centre de recherche qui enquête sur les complexes militaro-industriels américains et britanniques en tant que menaces économiques, climatiques et géopolitiques.

(2) Codirecteur du Transition Security Project, un centre de recherche qui enquête sur les complexes militaro-industriels américains et britanniques en tant que menaces économiques, climatiques et géopolitiques.

Source : Jacobin, Traduit par les lecteurs du site Les-Crises le 12/10/2025

ARABIE SAOUDITE
Le PIF en passe
d'atteindre 1 000
milliards de dollars
d'actifs d'ici la fin
de l'année

Yasir Al-Rumayyan, gouverneur du Fonds public d'investissement (PIF), a déclaré que les actifs du fonds ont triplé depuis 2015, ajoutant que l'objectif d'atteindre 1 000 milliards de dollars d'actifs d'ici la fin de cette année est presque atteint.

Le PIF constitue la pierre angulaire de la Vision 2030 de l'Arabie saoudite. Son effectif est passé d'environ 40 employés en 2015 à quelque 4 000 aujourd'hui, et le fonds dispose désormais de bureaux dans plusieurs grandes capitales mondiales.

Al-Rumayyan a indiqué que le PIF a lancé plus de 100 entreprises dans un large éventail de secteurs afin de combler les lacunes du marché et de stimuler la diversification économique.

Il a révélé qu'une nouvelle stratégie du PIF sera annoncée prochainement, celle-ci étant actuellement dans les dernières étapes d'approbation. Cette stratégie se concentrera sur six secteurs clés : le tourisme, les voyages et le divertissement, le développement urbain, la fabrication avancée et l'innovation, la logistique, l'énergie renouvelable et NEOM.

Cet axe stratégique, a-t-il souligné, permettra au fonds de hiérarchiser ses investissements selon des calendriers précis : « Nous ne voulons pas aborder tous les investissements avec le même niveau de priorité, » a-t-il ajouté.

Al-Rumayyan a également mis en avant le succès du PIF dans la relance de la King Abdullah Economic City, qui fait partie de son portefeuille. Il a expliqué que le PIF a augmenté sa participation de minoritaire à majoritaire, transformant une entreprise restée largement inactive pendant près de deux décennies en un pôle dynamique attirant ports, entreprises et industries automobiles, entre autres.

COP 30

Défis et attentes de la Tunisie

L'Algérie et la Tunisie sont sans aucun doute les porteurs de la voix de l'Afrique lors de la conférence internationale sur le changement climatique qui s'est ouverte lundi dernier à Belém, au Brésil.

Dix ans après l'Accord de Paris, le continent africain continue de subir des impacts climatiques dévastateurs – sécheresses, inondations et élévation du niveau de la mer – alors qu'il ne représente que moins de 4 % des émissions mondiales. La question du financement de la lutte contre le réchauffement n'est toujours pas réglée.

Défis multiples

Par ailleurs, le Maroc, l'Algérie et la Tunisie sont tous confrontés aux mêmes défis. Ils sont en train de devenir des régions de plus en plus arides. Par exemple, entre 1999 et 2002, la Tunisie a connu l'une des plus grosses sécheresses depuis le 15ème siècle, selon le WWF (World Wide Fund For Nature).

Ces sécheresses conduisent à une pénurie d'eau chronique, ce qui à long terme peut avoir des conséquences sur les activités économiques comme l'agriculture et l'industrie touristique locale.

Le « Projet d'Appui à la Gouvernance Environnementale et Climatique pour une Transition Écologique en Tunisie (PAGECTE) » mis en œuvre par l'Organisation allemande de coopération internationale, (GIZ) en collaboration avec le ministère de l'Environnement, vise à renforcer la gouvernance environnementale et climatique du pays.

Cofinancé par l'Union européenne (UE) et le ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement (BMZ), il fait partie du programme « Tunisie Verte et Durable » de l'UE.

Soutien et participation active

Dans ce contexte, la GIZ Tunisie indique que le projet PAGECTE soutient la participation active de la délégation tunisienne, afin d'assurer que les politiques publiques nationales en matière de lutte contre la crise climatique soient pleinement en harmonie avec les orientations mondiales et les priorités internationales.

On note que dix ans après l'adoption de l'Accord de Paris, les chef-fes d'État se sont réunies aux portes de l'Amazonie pour l'ouverture de la 30^e Conférence des Parties (COP30) de la Convention Cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.

Quinze jours de négociations intenses s'annoncent, pour redynamiser l'action climatique mondiale. Les résultats de la COP30 seront déterminants pour atteindre les objectifs fixés, notamment celui de limiter la hausse de la température mondiale à 1,5°C.

Les discussions porteront sur plusieurs priorités clés qui sont l'adaptation, avec l'adoption d'indicateurs permettant de suivre les progrès mondiaux, le financement climatique, avec la préparation de la feuille de route Bakou -Belém, visant à mobiliser 300 milliards \$/an et atteindre 1 300 milliards \$ d'ici 2035 en faveur des pays en développement et la transition juste, au cœur des priorités, pour garantir une transformation équitable, inclusive et respectueuse des droits humains.

GNL EN MAURITANIE

Cosmos Energy franchit un nouveau cap dans son projet phare

La société américaine Cosmos Energy a annoncé avoir expédié un record de 13,5 cargaisons de gaz naturel liquéfié (GNL) en octobre 2025, confirmant ainsi l'accélération de sa production et la solidité des performances techniques et financières de la première phase de son projet en Mauritanie.

Au cœur de cette phase ascendante, le projet emblématique du GTA continue de battre ses propres records. Selon les données de Cosmos Energy, la production moyenne a atteint 65 500 barils équivalent pétrole par jour (bep/j)

au troisième trimestre 2025, portée par l'augmentation de la production des installations offshore et la fiabilité des opérations sur les quatre unités de liquéfaction de gaz flottantes (FLNG).

En octobre, l'entreprise a franchi un seuil symbolique en expédiant 13,5 cargaisons de GNL, en plus de la première cargaison de condensat.

La production nette moyenne du trimestre s'élevait à environ 11 400 barils équivalent pétrole par jour, avec 6,8 cargaisons de GNL, conformément aux prévisions du consortium. Après la clôture du

trimestre, 2,7 cargaisons supplémentaires ont été expédiées, portant le total à 13,5 cargaisons.

Cosmos Energy met également en avant ses efforts pour réduire les coûts opérationnels. Selon son rapport trimestriel, les coûts nets ont diminué d'environ 10 millions de dollars par rapport au trimestre précédent, grâce à la rationalisation des opérations et à l'application d'un modèle opérationnel plus efficace.

Le refinancement du bail de l'unité flottante de production et de stockage (FPSO), prévu avant la fin de l'année, devrait permettre

de réduire encore les dépenses courantes. Sur le plan technique, des travaux de maintenance préventive réussis ont été réalisés sur trois des quatre unités de liquéfaction, la quatrième unité devant être entretenue au cours du dernier trimestre.

La première phase du projet devrait atteindre sa capacité maximale de production d'ici la fin 2025, tandis que les partenaires préparent déjà le lancement de la phase 1+, une extension qui pourrait doubler la production de gaz d'ici 2029 sans investissements majeurs.

EGYPTE

Le Caire veut accroître le volume des investissements pétro-gaziers pour répondre aux besoins nationaux

Le président Abdel Fattah Al-Sissi s'est entretenu samedi 15 novembre avec le premier ministre Mostafa Madbouly et le ministre du Pétrole, Karim Badawy, pour discuter du plan stratégique du secteur pétrolier, ses activités de production et d'exploration, ainsi que les efforts visant à renforcer le secteur minier et à accroître sa valeur ajoutée.

Badawy a présenté au président le plan concernant les activités de forage pour la période 2026-2030 et a exposé les évolutions du secteur minier en Egypte, en mettant en avant ses facteurs de réussite, l'importance des réserves géologiques, les indicateurs d'investissement, ainsi que les défis auxquels le secteur est confronté et les mesures prises pour les surmonter conformément à la stratégie de développement.

La réunion a porté également sur l'adoption d'une loi transformant l'Autorité des ressources minérales en une autorité

économique publique, la mise en place d'un modèle compétitif pour attirer les investisseurs, qu'ils soient grandes entreprises ou sociétés émergentes, et la résolution des défis financiers et liés à l'investissement.

L'accent a été mis sur les efforts déployés pour élargir les opérations d'exploration terrestre et maritime du pétrole et du gaz, y compris les incitations destinées aux sociétés d'exploration, afin de faire de l'Egypte l'un des pays les plus attractifs pour les investissements dans ce domaine.

Accroître les investissements

Le président Al-Sissi a insisté sur la nécessité de « fournir davantage d'incitations et de facilités aux investisseurs dans les secteurs du pétrole, du gaz et des mines ». L'objectif est d'accroître le volume des investissements pour répondre aux besoins croissants de consom-

mation et de développement, tout en poursuivant les efforts de localisation des industries liées.

Badawy a notamment détaillé les activités prévues en Méditerranée pour 2026, qui devraient inclure « le plus grand nombre de puits d'exploration » jamais forés dans le pays.

Ce plan prévoit 14 puits ciblant des réserves estimées à 12 000 milliards de pieds cubes de gaz, détaillant le coût des investissements, les taux de production attendus et les économies annuelles prévues sur la facture d'importation.

Le ministre Badawy avait lui-même annoncé, le 8 novembre dernier, que « la production de gaz et de pétrole a baissé en Egypte depuis 2021 », attribuant ce déclin à un « manque d'injection de fonds pour augmenter les travaux de forage et d'exploration ». La production de pétrole brut, par exemple, est passée d'une moyenne de 600 000 barils/jour à 540 000 barils/jour en février 2025.

Les premiers signes de reprise

Selon le ministre, le redressement est désormais lancé, notamment grâce au « paiement des arriérés des partenaires étrangers », un facteur décisif pour encourager de nouveaux investissements.

La production de gaz est ainsi remontée à 4 200 millions de pieds cubes/jour fin septembre 2025, et celle de pétrole est entrée dans une « phase d'augmentation » après stabilisation.

Cette nouvelle confiance s'est déjà concrétisée par des engagements majeurs. Badawy a confirmé que le PDG mondial du géant italien ENI avait annoncé l'injection de 8 milliards de dollars destinés aux opérations de production et d'exploration dans le pays, avec l'objectif de ramener la production de gaz à son pic de 6 600 millions de pieds cubes/jour « au cours des cinq prochaines années ».

FINANCEMENT DES START-UP AFRICAINES

La dette dépasse l'equity sur les 9 premiers mois de 2025

L'écosystème tech africain amorce une transformation profonde de ses modes de financement. L'equity ne règne plus en maître absolu, et la dette s'impose comme le principal moteur de croissance et de liquidité des start-up à travers le continent.



Longtemps considéré comme un marché de niche, le financement par la dette (venture debt) s'est imposé comme alternative au capital-risque traditionnel en Afrique, durant les neuf premiers mois de 2025. C'est ce que montre un rapport publié le jeudi 13 novembre par l'Association africaine du capital-investissement et du capital-risque (AVCA). Le rapport révèle que les start-up africaines ont récolté 1,6 milliard USD sous forme de dettes entre le 1er janvier et le 30 septembre de l'année en cours, soit un montant dépassant déjà celui enregistré sur l'ensemble de l'année 2024, en l'occurrence 1 milliard USD. Le montant total des financements par la dette recensés sur la période dépasse par ailleurs pour la première fois celui des financements en equity (cession de parts dans la start-up à des acteurs de l'industrie du capital-risque). Les firmes de capital-risque ont en effet investi 1,4 milliard USD dans des start-up africaines. Répartis en 362 transactions, ces investissements en equity restent quasiment stables comparativement à la même période en 2024. L'essor remarquable du financement par la dette a été alimenté par 6 mégadeals qui, ensemble, ont

rapporté 1,1 milliard USD. Parmi eux, il y a les dettes contractées par la start-up kényane spécialisée dans l'énergie solaire Sun King (156 millions USD) et la fintech sénégalaise Wave (137 millions USD). Sur le plan géographique, l'Afrique de l'Est domine le marché du financement par la dette. Le Kenya accapare 22 % des transactions sur les 3 premiers trimestres 2025, soit le double de l'Égypte, du Ghana et du Nigeria, qui représentent chacun environ 11 %. La valeur médiane des transactions en dette s'est élevée à 7 millions USD, un niveau légèrement en dessous du record de 7,5 millions USD atteint en 2024. Celle des transactions en equity s'est quant à elle située à 3 millions USD, ce qui représente une hausse de 20 % par rapport à la période étudiée rapportée à 2024. Ces évolutions reflètent une transformation profonde des modes de financement de l'écosystème africain des start-up. La dette n'est plus un complément stratégique, mais un puissant moteur de la liquidité et de la croissance.

L'Afrique australe domine les transactions de capital-risque

La répartition géographique des investis-

sements réalisés par les acteurs du segment capital-risque montre quant à elle que l'Afrique australe devance les autres sous-régions du continent en termes de valeur des transactions. La zone a accaparé 26 % de la valeur totale des transactions recensées durant les neuf premiers mois de 2025, grâce notamment à un nombre élevé de cycles de financement portant sur des montants supérieurs à 20 millions USD. L'Afrique du Nord occupe la deuxième marche du podium avec une part de 23 % de la valeur totale des transactions, devant l'Afrique de l'Ouest (21 %), l'Afrique de l'Est (11 %) et l'Afrique centrale (1 %). Les start-up actives dans plusieurs sous-régions africaines (multi-régions) ont quant à elles capté 18 % de la valeur totale des transactions répertoriées à l'échelle continentale. La ventilation sectorielle des investissements réalisés en capital-risque en Afrique, fait quant à elle ressortir que le secteur des services financiers a capté 31 % des investissements, suivi des technologies de l'information (20 %), de l'industrie (13 %), des biens de consommation courante (8 %) et des services publics (8 %).

MOZAMBIQUE

Le pays déploie un nouvel outil pour renforcer la gouvernance de l'économie bleue

L'économie bleue désigne l'ensemble des activités économiques basées sur les milieux marins et les eaux douces. Pays côtier d'Afrique de l'Est, le Mozambique veut accélérer la mobilisation des investissements privés dans le cadre de son programme de développement du secteur. Le Fonds mozambicain pour le développement de l'économie bleue (ProAzul) a lancé le mardi 11 novembre le Compte satellite de l'économie bleue (CSEA), un outil statistique destiné à évaluer la contribution du secteur au PIB. Selon les informations relayées par le média local Club of Mozambique, cet outil vise également à collecter d'autres données économiques sur les activités associées à la mer et aux eaux intérieures. « Nous sommes convaincus que les données contenues dans le compte satellite de l'économie bleue serviront d'outil de planification et de mobilisation des investissements publics comme privés, et permettront de continuer à maximiser l'utilisation durable des ressources marines et aquatiques, et ainsi d'accélérer la croissance économique du pays », a déclaré la Première ministre, Benvinda Levi. Cette initiative traduit une volonté d'améliorer la transparence dans les différents secteurs d'activités inclus dans l'économie bleue, de renforcer les capacités nationales de conception de politiques de développement, et d'instaurer un climat de confiance propice à la mobilisation des investissements du secteur privé et des partenaires financiers. L'enjeu est d'autant plus stratégique que le pays cherche à mobiliser des financements d'envergure pour moderniser la filière halieutique.

CÔTE D'IVOIRE

5,6 t d'or toujours prévues à Lafigué malgré un recul au 3^e trimestre

En juillet 2024, Endeavour Mining a renforcé son empreinte dans l'or ouest-africain avec la mise en service de la mine Lafigué en Côte d'Ivoire, son cinquième actif en production dans la région. Elle envisage de tirer au moins 180 000 onces d'or depuis ce nouveau site pour l'exercice 2025. En Côte d'Ivoire, la mine Lafigué a achevé le troisième trimestre 2025 avec une production de 38 000 onces d'or, en baisse par rapport aux 49 000 onces livrées au deuxième trimestre.

Malgré ce recul causé par une « baisse du débit de l'usine et des teneurs moyennes traitées », son opérateur Endeavour Mining maintient son objectif d'y produire au moins 180 000 onces d'or (environ 5,6 tonnes) cette année, selon son rapport financier publié le jeudi 13 novembre. Lancée en juillet 2024, Lafigué boucle sa première année complète d'exploitation en 2025. Un exercice à l'issue duquel Endeavour espère atteindre la borne inférieure de ses prévisions situées entre 180 000 et 210 000 onces.

Alors que Lafigué a déjà cumulé 134 509 onces de janvier à fin septembre, la compagnie mise sur des améliorations opérationnelles au quatrième trimestre, notamment au niveau des teneurs du minerai. « Les teneurs moyennes traitées devraient augmenter grâce aux teneurs plus élevées provenant de la fosse ouest. Les débits devraient diminuer en raison de la maintenance planifiée et du traitement d'une plus grande proportion de minerai frais plus dur. Les taux de récupération devraient rester stables », explique

Endeavour concernant ses plans d'exploitation pour les trois derniers mois de l'année. Reste à attendre les résultats opérationnels de fin d'année pour voir si Lafigué a atteint ou non sa cible de production. Pour rappel, cette dernière est contrôlée à 80 % par Endeavour, contre 20 % de parts pour la Côte d'Ivoire. Elle constitue la deuxième mine ivoirienne d'Endeavour avec Ity et sa cinquième en Afrique de l'Ouest, aux côtés de Houndé et Mana (Burkina Faso), et de Sabodala-Massawa (Sénégal).

EN RAISON DE L'AFFAIBLISSEMENT DES ESPOIRS DE RÉDUCTION DES TAUX D'INTÉRÊT

Baisse de l’indice mondial des actions et hausse des rendements obligataires

Baisse de l'indice mondial des actions et hausse des rendements obligataires en raison de l'affaiblissement des espoirs de réduction des taux d'intérêt

L'indice mondial des actions MSCI a perdu du terrain vendredi et Wall Street a terminé la semaine en demi-teinte, tandis que les rendements du Trésor américain ont augmenté après que les responsables « faucons » de la Réserve fédérale aient douché les espoirs d'une réduction des taux d'intérêt en décembre. Après avoir ouvert en baisse, le S&P 500 a récupéré la plupart de ses pertes avec l'aide des chasseurs de bonnes affaires après que les bourses de Tokyo à Paris aient clôturé en forte baisse, tandis que de nouvelles inquiétudes concernant le budget britannique à venir ont aggravé la douleur des marchés britanniques. Invoquant les inquiétudes liées à l'inflation et les signes d'une relative stabilité du marché du travail après deux baisses de taux aux États-Unis cette année, un nombre croissant de responsables politiques de la Fed ont fait part de leur réticence à l'égard d'un nouvel assouplissement. Vendredi matin, le président de la Réserve fédérale de Kansas City, Jeffrey Schmid, a fait part de ses inquiétudes quant à une inflation "trop élevée" qui va bien au-delà des effets étroits des seuls tarifs douaniers, suggérant une dissidence potentielle en décembre si les décideurs politiques optaient pour une réduction des taux. Dans l'après-midi, la présidente de la Réserve fédérale de Dallas, Lorie Logan, a fait part de son opposition à une baisse des taux en décembre, après s'être déjà opposée à la baisse des taux de la Fed en octobre en raison d'une inflation trop élevée. Après 43 jours sans données officielles en raison de la fermeture record du gouvernement américain, les traders ont réagi aux commentaires des banquiers centraux en évaluant à environ 46 % la probabilité d'une réduction d'un quart de point le mois prochain, contre 66,9 % la semaine dernière, selon l'outil FedWatch de CME Group. Toutefois, le Nasdaq, qui est axé sur la technologie, a récupéré ses pertes pour clôturer en légère hausse, les investisseurs ayant mis de côté leurs craintes concernant les valorisations élevées des actions technologiques. "Le reste du monde était faible parce qu'il suivait l'exemple du marché américain jeudi", a déclaré Andrew Slimmon, gestionnaire de portefeuille principal chez Morgan Stanley Investment Management, mais il a noté que Wall Street était soutenu par "une offre

sur les actions qui ont mené le déclin ces derniers jours" "Les gens sont conditionnés à acheter les baisses. C'est une excellente stratégie. Et nous sommes à un moment de l'année où les gagnants continuent de gagner. C'est pourquoi les actions qui marchent aujourd'hui ont été gagnantes depuis le creux d'avril", a-t-il déclaré. Par exemple, Nvidia, leader des puces d'intelligence artificielle, a terminé en hausse de 1,8 %, tandis que l'indice technologique S&P 600 .SPSMCT, à plus petite capitalisation, a effacé ses pertes antérieures pour clôturer en hausse de 0,3 %. Le programme chargé de la semaine à venir, qui comprend les résultats trimestriels de Nvidia et des grands détaillants, qui jetteront un éclairage sur la santé du consommateur et la demande en matière d'intelligence artificielle, a probablement contribué à cette nervosité. "Il y a tellement de courants contraires sur le marché qu'il peut être difficile de déterminer la direction que prennent les choses. L'économie américaine est-elle forte ou faible? La réponse est: les deux. L'inflation est-elle en hausse ou en baisse? Les valorisations sont-elles élevées ou faibles?", a déclaré Viktor Shvets, responsable de la stratégie des marchés mondiaux chez Macquarie Capital. À Wall Street, le Dow Jones Industrial Average a perdu 309,74 points, soit 0,65 %, pour atteindre 47 147,48 points, mais a enregistré un gain de 0,3 % pour la semaine. Le S&P 500 a perdu 3,38 points, soit 0,05%, à 6 734,11 pour un gain hebdomadaire de 0,1% et le Nasdaq Composite a progressé de 30,23 points, soit 0,13%, à 22 900,59, laissant une perte d'environ 0,5% pour la semaine. L'indice MSCI des valeurs mondiales .MIWD00000PUS a perdu 4,37 points, soit 0,44%, à 995,79, ce qui lui laisserait un gain d'environ 0,4% pour la semaine. Plus tôt, l'indice paneuropéen STOXX 600 et l'indice européen FTSEurofirst 300 avaient tous deux clôturé en baisse d'environ 1%. Avant l'ouverture de Wall Street, l'indice MSCI des actions asiatiques hors Japon .MIAPJ0000PUS avait clôturé en baisse de 1,5 %. Les rendements du Trésor américain ont augmenté après avoir chuté plus tôt dans la journée. Le rendement des obligations américaines de référence à 10 ans a augmenté de 3,5

points de base à 4,146%, contre 4,111% jeudi en fin de journée. Le rendement des obligations à deux ans, qui évolue généralement en fonction des prévisions de taux d'intérêt de la Réserve fédérale, a augmenté de 1,9 point de base à 3,608%, contre 3,589% jeudi soir. Sur le marché des changes, le dollar a gagné du terrain sur l'euro et est resté stable face au yen, les actions s'étant quelque peu redressées et les opérateurs s'interrogeant sur les prochaines mesures de la Réserve fédérale. L'indice du dollar =USD, qui mesure le billet vert contre un panier de devises comprenant le yen et l'euro, a augmenté de 0,02% à 99,26, avec l'euro en baisse de 0,08% à 1,1622 \$. Le yen japonais s'est renforcé de 0,02% contre le billet vert à 154,55 pour un dollar. La livre sterling s'est affaiblie de 0,14 % à 1,3171 \$ après qu'un rapport ait indiqué que La ministre des Finances Rachel Reeves a abandonné ses plans d'augmenter les taux d'imposition sur le re-

venu dans le prochain budget, soulevant des questions sur les plans d'équilibre des finances publiques. Dans les cryptomonnaies, le BTC= a chuté de 3,93% à 94 920,96 \$. L'ethereum ETH= a reculé de 0,49% à 3 164,35 dollars. Les prix du pétrole se sont établis en hausse de plus d'un dollar sur les craintes de l'offre après que le port de Novorossiisk sur la mer Noire ait arrêté les exportations de pétrole à la suite d'une attaque de drone ukrainien sur un dépôt de pétrole dans la principale plaque tournante de l'énergie russe. Le pétrole brut américain s'est établi en hausse de 2,39% ou 1,40 \$ à 60,09 \$ le baril et le Brent s'est établi à 64,39 \$ le baril, en hausse de 2,19% ou 1,38 \$ sur la journée. Le prix de l'or a perdu du terrain après les remarques fermes des responsables de la Fed. L'or au comptant a baissé de 2,12% à 4 082,76 dollars l'once. Les contrats à terme sur l'or américain GCc1 ont baissé de 2,4% à 4 086,50 dollars l'once.

COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر BANK OF ALGERIA COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN Cours du : 13 Novembre 2025 Valeur : 17 Novembre 2025				
BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	130.1570	130.1720
1	EUR	EURO	151.1643	151.2078
1	GBP	POUND STERLING	170.9892	171.0539
100	JPY	JAPANESE YEN	84.1079	84.1285
1	CNY	CHINESE YUAN	18.3377	18.3403
1	CHF	SWISS FRANC	163.4522	163.5327
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	93.0091	93.0265
1	DKK	DANISH KRONE	20.2418	20.2473
1	SEK	SWEDISH KRONA	13.8184	13.8226
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	12.9282	12.9329
1	AED	UAE DIRHAM	35.4352	35.4412
1	SAR	SAUDI RIYAL	34.7039	34.7098
1	KWD	KUWAITI DINAR	424.2405	424.4278
1	TND	TUNISIAN DINAR	43.8509	44.2916
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	14.0174	14.0190
1	LYD	LIBYAN DINAR	23.7938	23.9159
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.2597	3.2698
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	176.8121	176.8121

POINT-MARCHÉS

Les Bourses d’Asie grimpent après Wall Street

Les Bourses asiatiques grimpent mercredi, emboîtant le pas à Wall Street dans des marchés soutenus par l'espoir d'une résolution du blocage budgétaire aux États-Unis, mais, signe de fébrilité sur la tech, SoftBank plonge à Tokyo après avoir cédé ses parts dans le géant des puces Nvidia. Vers 02H30 à la Bourse de Tokyo, l'indice vedette Nikkei montait de 0,14% à 50.918 points, et l'indice élargi Topix de 1% à 3.354

points. La Bourse de Séoul gagnait 1,13%, Taïpei 0,54%, Sydney 0,27%, et l'indice hongkongais Hang Seng progressait de 0,95%. Les places d'Asie suivent la tendance de la Bourse de New York, qui a terminé mardi globalement en hausse, continuant de profiter des anticipations sur le déblocage budgétaire aux États-Unis après plus de 40 jours de «shutdown». Le Sénat américain a adopté lundi une proposition de loi qui prolonge le

budget actuel jusqu'à fin janvier, et la Chambre des représentants doit en débattre mercredi, avec un vote attendu potentiellement dans la soirée. «L'élan initial de la semaine, alimenté par l'espoir d'une fin de la paralysie du gouvernement américain, s'est estompé, même s'il s'est maintenu pour les secteurs cycliques», prévient cependant Kyle Rodda, analyste de Capital.com. Mais «les inquiétudes persistantes concernant le surinvestissement

dans l'IA et les valorisations élevées du secteur technologique ont continué de peser sur les indices de référence» à Wall Street, avec une séance finalement «mitigée». L'enthousiasme des investisseurs pourrait vite céder le pas à la prudence, puisque la fin de la paralysie budgétaire ouvrira la voie à de nombreuses publications d'indicateurs économiques clés, bloqués ces dernières semaines en raison du «shutdown». «Une véritable

avalanche de données, accumulées depuis une quarantaine de jours, attend les investisseurs après la levée de cette paralysie. Il est fort probable que de mauvaises nouvelles attendent les marchés, qui profitent du vide informationnel» des dernières semaines, insiste Kyle Rodda, notamment concernant l'état de l'emploi américain. Vers 02H45 GMT, la devise japonaise abandonnait 0,13%, à 154,35 yens pour un dollar.

UNE INFLATION DE 548% CETTE ANNÉE ET 629% EN 2026

Le Venezuela à nouveau dans une spirale d'hyperinflation

La Banque centrale vénézuélienne n'a pas publié de chiffres d'inflation depuis octobre 2024, mais de nombreux experts alertent sur le retour d'une hyperinflation.

Un petit sac avec juste ce qu'il faut, les achats du jour et rien de plus: beaucoup de Vénézuéliens vivent désormais au jour le jour avec un maigre portefeuille en raison de la hausse écrasante des prix, qui semble annoncer le retour d'une hyperinflation considérée comme inévitable par de nombreux experts. Le FMI prévoit une inflation annuelle de 548% pour 2025 au Venezuela et 629% pour l'année suivante. En 2018, elle avait atteint 130.060% selon la Banque centrale du pays, le sommet d'une période hyperinflationniste de quatre ans de crise (2017-2021). L'année dernière, elle était de 48%, affirme le président Nicolas Maduro, pris pour cible par Donald Trump, qui fait planer la menace d'une intervention militaire. La Banque centrale n'a toutefois pas publié de chiffres d'inflation depuis octobre 2024. Jacinto Moreno, commerçant informel dans le centre de

Caracas, subit l'inflation au quotidien. "Si nous gagnons 20 bolivars, nous dépensons 50. Les prix augmentent tous les jours", glisse-t-il. Norma Guzman, elle, sort du magasin avec trois tomates. "Je fais (les courses au) marché tous les jours parce que ça ne suffit pas", dit cette femme au foyer. Nicolas Maduro assure régulièrement que le pays doit faire face aux sanctions économiques, qu'il rend responsables de tous les maux, tout en affirmant que le déploiement américain dans les Caraïbes depuis août est un prétexte pour le renverser et s'emparer des réserves pétrolières vénézuéliennes. Il prévoit une croissance supérieure à 9% en 2025. Le FMI l'estime plutôt à 0,5%, d'autres analystes à 3%. L'économiste Oscar Torrealba s'attend à une inflation de 811% pour 2025: "cela nous rapproche indéniablement d'un scénario hyperinflationniste". "Pour pouvoir considérer qu'il y a hy-

perinflation dans un pays, il doit avoir des variations supérieures à 50% par mois pendant trois périodes consécutives", explique cet analyste basé en Colombie. D'autres experts estiment qu'une variation de 500% sur l'année constitue déjà une hyperinflation, surtout en comparaison du reste du monde où l'inflation est faible. Peu d'économistes vivant au Venezuela osent contester publiquement le discours officiel sur l'économie, après que plusieurs professionnels, dont un ancien ministre des Finances, ont été arrêtés cette année. Nicolas Maduro a démontré une plus grande rigueur budgétaire, arrêtant la planche à billets et assouplissant les contrôles. Il a surtout dépénalisé l'utilisation du dollar, qui est aussitôt devenu la monnaie de facto du pays. Mais les prix en dollars grimpent eux aussi. M. Torrealba a situé en octobre à 80% l'inflation en dollars sur l'année.

C'EST LE SECOND PLUS FORT ENDETTEMENT DE L'HISTOIRE DE L'ALLEMAGNE

Le parlement valide un budget avec 98 milliards d'euros de dette

Le Bundestag a validé un projet de budget de 524,5 milliards d'euros, dont 98 milliards d'euros de dette, soit 8 milliards de plus que dans la copine initiale. Un montant qui représente le deuxième plus fort recours à l'endettement de l'histoire du pays. C'est un budget exceptionnel. Les députés allemands ont approuvé dans la nuit de jeudi à vendredi en commission le projet remanié de budget 2026 qui induit le second plus fort recours à l'en-

dettement de l'histoire du pays, du fait d'investissements pour relancer l'économie. L'emprunt record date de l'année du Covid en 2020 avec 218 milliards d'euros cette année-là. Le budget du gouvernement prévoit des dépenses de 524,5 milliards d'euros, dont 58,3 milliards destinés à l'investissement, et une nouvelle dette de près de 98 milliards, soit 8 milliards de plus que dans le projet initial.

À cela s'ajoutent les emprunts pour les fonds spéciaux liés à la modernisation des infrastructures, à la neutralité climatique et au renforcement de l'armée allemande face à la menace russe, portant la dette totale à plus de 170 milliards d'euros, un niveau inédit depuis la pandémie de Covid-19. Le chancelier allemand Friedrich Merz a fait de la relance de la première économie européenne une priorité, après deux années de récession et une quasi-stagnation

attendue en 2025. Pour cela, les règles strictes qui freinent le recours à la dette, inscrites dans la constitution, ont été assouplies pour permettre de lâcher la bride sur la dépense publique. Des critiques sont venues vendredi de l'opposition, dénonçant le recours à l'emprunt pour stimuler l'économie à court terme alors que les réformes structurelles nécessaires ne sont pas mises en œuvre.

A DEUX SEMAINES DU BUDGET

La croissance britannique s'essouffle

L'activité économique britannique a marqué le pas au troisième trimestre, le PIB ne progressant que de 0,1%, ce qui constitue un nouvel accroc pour le gouvernement travailliste à deux semaines de la présentation de son budget, où des hausses d'impôts et des coupes dans les dépenses sont attendues.

Ce chiffre, publié jeudi par l'Office national des statistiques (ONS), fait suite à une croissance inattendue de 0,7% au premier trimestre, puis à un fort ralentissement, à 0,3%, les trois mois suivants.

La faiblesse de la croissance, inférieure aux attentes des analystes interrogés par Bloomberg qui tablaient sur 0,2%, accroît un peu plus la pression sur la ministre des Finances. Rachel Reeves a promis d'équilibrer les comptes publics sans étouffer une économie à la peine et présente son projet de budget le 26 novembre.

Or, une croissance aussi basse limite ses marges de manœuvre, en freinant les recettes fiscales et la capacité à financer les dépenses publiques.

"Cela brosse le tableau d'une économie qui a démarré l'année 2025 en force, mais qui perd aujourd'hui beaucoup de son élan", souligne Lindsay James, analyste chez Quilter, pour qui le budget sera "crucial pour la suite".

- Cyberattaque - "L'incertitude quant à d'éventuelles hausses d'impôts et les rumeurs persistantes selon lesquelles les employeurs seraient à nouveau visés (...) risquent d'étouffer la fragile confiance des entreprises et de faire grimper le chômage", estime-t-elle.

La presse britannique spéculait aussi depuis des semaines sur une possible hausse de l'impôt sur le revenu, qui viendrait compromettre une promesse des travaillistes avant leur retour au pouvoir en juillet 2024.

Mme Reeves a longtemps balayé l'hypothèse, avant d'évoluer peu à peu dans sa rhétorique, jusqu'à expliquer que sans cette hausse, des "coupes profondes" dans les investissements publics seront nécessaires, hypothéquant les espoirs de croissance à long terme.

Elle a promis jeudi dans un communiqué, en réaction à ces chiffres, qu'elle prendrait "les décisions équitables qui s'imposent pour bâtir une économie forte".

"S'assurer que le prochain budget soutienne la croissance plutôt qu'elle ne l'entrave (...) n'est pas une mince affaire compte tenu de l'ampleur de l'assainissement budgétaire attendu", souligne cependant James Smith, du think tank Resolution Foundation.

Le PIB britannique s'est même contracté de 0,1% en septembre, affecté par la violente cyberattaque qui a contraint le constructeur Jaguar Land Rover à arrêter sa production pendant un mois, au détriment aussi de sa chaîne de production.

AUTORISER LES EMPRUNTS SUR 50 ANS

Trump multiplie les propositions chocs pour calmer les Américains

Le retour du thème de la vie chère dans la vie politique américaine pousse Donald Trump à dégainer des propositions parfois farfelues. "C'est l'économie, abruti!": la célèbre citation d'un conseiller de l'ex-président démocrate Bill Clinton hante la vie politique américaine. Et à l'heure d'un réveil de l'opposition sur le thème de la vie chère, Donald Trump dégaine des propositions parfois farfelues qui gênent son Parti républicain. Des dividendes de 2.000 dollars versés aux Américains à des prêts immobiliers sur un demi-siècle, le président a évoqué diverses possibles réformes alors que les démocrates ont enregistré des succès électoraux la semaine dernière et ont largement utilisé la récente paralysie budgétaire pour remettre l'inépuisable thème du pouvoir d'achat sur le devant de la scène politique.

"Je ne veux pas entendre parler du coût de la vie", a rétorqué l'ancien promoteur immobilier milliardaire à des journalistes qui l'interrogeaient sur le sujet. Pour lui, le responsable de l'inflation est son meilleur ennemi, son prédécesseur Joe Biden. Sa base le pousse pourtant à réagir, les républicains semblant reconnaître l'importance de cette thématique qui pourrait bien leur nuire lors des élections législatives de mi-mandat de novembre 2026. La Maison Blanche a tenu à souligner cette semaine les mesures prises par Donald Trump pour faire baisser les prix des produits de première nécessité comme l'essence et les œufs, ainsi que l'annonce d'un accord visant à réduire les prix de certains médicaments pour maigrir. Le président s'apprête aussi à accroître ses déplacements à l'intérieur du pays

très prochainement afin de promouvoir son message économique, a fait savoir à l'AFP un responsable de la Maison Blanche qui a requis l'anonymat. D'autant plus que Donald Trump se targue régulièrement de ses prouesses économiques et que, comme toute personnalité américaine, il se souvient des paroles du stratège démocrate James Carville expliquant sans fard les raisons de la victoire de Bill Clinton en 1992: "C'est l'économie, abruti!". L'une des propositions les plus marquantes de Donald Trump a été faite ce week-end sur les réseaux sociaux, lorsqu'il a proposé de verser 2.000 dollars à chaque Américain, financés par les droits de douane qu'il a imposés tous azimuts à travers le monde. Sans plus de détails. Ce projet rappelle les chèques de relance à l'effigie de Donald Trump qu'il avait envoyés pendant la pandémie de

Covid. Mais les chiffres suggèrent qu'il faudra peut-être attendre un certain temps avant que les chèques de dividendes des droits de douane n'arrivent dans les boîtes aux lettres des Américains. Donald Trump l'assure, les droits de douane rapportent "des milliers de milliards de dollars". Mais les données du gouvernement américain montrent que les recettes douanières, incluant les droits de douane, ont augmenté de 179 milliards de dollars entre janvier et septembre de cette année. Et la Cour suprême examine actuellement la légalité de ces taxes imposées par le président, alors qu'elles relèvent de la compétence du Congrès. La porte-parole de Donald Trump, Karoline Leavitt, a insisté sur le fait que la Maison Blanche était "déterminée" à verser ces dividendes, ajoutant toutefois qu'aucun calendrier n'avait été établi.

SoftBank sait quelque chose que vous ignorez sur NVIDIA

Le géant japonais a-t-il perdu la tête en vendant toutes ses actions NVIDIA au sommet de sa gloire ? À moins qu'il ne s'agisse d'un coup de maître pour financer une ambition encore plus démesurée, quitte à frôler l'ironie.



C'est l'histoire d'un divorce qui fait jaser dans la Silicon Valley. SoftBank, le mastodonte de l'investissement, a discrètement liquidé sa participation de 5,8 milliards de dollars dans NVIDIA. Un geste qui ressemble à un abandon en rase campagne, alors que le fabricant de puces est au firmament, porté par une frénésie pour l'intelligence artificielle qui semble ne connaître aucune limite.

L'art de se financer... avec l'argent des autres

Sur le papier, la manœuvre est purement comptable. SoftBank a un besoin criant de liquidités pour tenir ses promesses. Le groupe doit verser 22,5 milliards de dollars pour porter son engagement dans OpenAI à 30 milliards, et finaliser le rachat du

concepteur de puces Ampere Computing pour 6,5 milliards. Une petite fortune à trouver en un temps record. Pour remplir les caisses, on n'hésite donc pas à vendre les bijoux de famille. Même si le bijou en question est un NVIDIA plus étincelant que jamais. La direction parle d'une décision « pratique », une façon polie de dire que la fin justifie les moyens. Pourtant, cette explication laisse un arrière-goût de comédie. Car le projet phare d'OpenAI, ce fameux « Star-gate » à 500 milliards de dollars, tournera massivement grâce aux puces... NVIDIA. Vendre ses actions pour financer un projet qui enrichira celui dont on vient de se séparer ? Il fallait y penser. On frôle le génie, ou l'absurdité.

Un air de déjà-vu et le spectre de la bulle

Ce retrait spectaculaire n'a pas manqué de donner quelques sueurs froides aux marchés, ravivant les débats sur une IA qui serait en pleine bulle spéculative. D'autant que certains oiseaux de mauvais augure, comme le célèbre Michael Burry (oui, celui du film The Big Short), parient déjà des fortunes sur la chute de l'empire NVIDIA. Avec une valorisation qui a crevé le plafond des 5 000 milliards de dollars, le géant des semi-conducteurs a de quoi donner le vertige. SoftBank jouerait-il la prudence, flairant l'odeur du brûlé avant les autres ? C'est une possibilité, d'autant que l'avertissement sur la folie IA a déjà été lancé par plusieurs experts. L'autre hypothèse, plus taquine, serait celle d'un mauvais gag qui se répète. En 2019, le groupe avait déjà vendu toutes ses parts de NVIDIA juste avant sa folle ascension, passant à côté d'un gain potentiel de plus de 200 milliards de dollars. Une erreur que Jensen Huang, le patron de NVIDIA, ne manque jamais de rappeler à son ami Masayoshi Son, le fondateur de SoftBank. Alors, SoftBank est-il un visionnaire qui anticipe la fin de la fête, ou un joueur malchanceux qui quitte la table au pire moment ? En misant tout sur OpenAI, dont une faillite aurait un impact colossal, Masayoshi Son fait un pari d'une audace folle. Il se place au centre d'un écosystème interdépendant, un château de cartes aussi brillant que fragile.

Les prochains mois diront si le groupe japonais a eu le nez creux ou s'il vient de commettre, pour la seconde fois, une erreur de calendrier monumentale. Le feuilleton ne fait que commencer.

Une campagne de cyber-espionnage automatisée à l'IA

Anthropic a publié un rapport montrant qu'un groupe affilié à la Chine a manipulé Claude Code pour tenter d'infiltrer une trentaine de cibles dans le monde et y est parvenu dans quelques cas. L'opération visait de grandes entreprises technologiques, des institutions financières, des industriels dans la chimie et des agences gouvernementales. Pour le fournisseur, « il s'agit du premier cas documenté de cyberattaque de grande ampleur menée sans intervention humaine significative ». Dans le détail, le groupe a forcé Claude (avec un jailbreak) à exécuter de petites tâches a priori anodine. Par ailleurs, il lui a fait croire qu'il travaillait pour une entreprise de cybersécurité officielle et que l'IA était utilisée pour des tests de sécurité. Dans une deuxième phase, Claude Code a servi pour inspecter les systèmes et l'infrastructure de l'entreprise cible et repéré les bases de données les plus sensibles. Il a ensuite identifié et testé différentes vulnérabilités, collecter des identifiants, documenter les attaques... Au total, le système a réalisé 80 à 90 % de la campagne grâce à l'IA.

Le ransomware Akira cible Nutanix AHV

Après ESXi de VMware, les cybercriminels derrière le rançongiciel Akira s'en prennent à l'hyperviseur Nutanix AHV (reposant sur KVM). La Cisa (équivalent de l'Anssi aux États-Unis) vient de publier des recommandations élaborées avec le FBI et des partenaires européens à destination des entreprises disposant d'infrastructures critiques. Les attaques contre AHV ont été détectées en juin dernier, mais le rapport de la Cisa se base sur des données de novembre 2025. Les cybercriminels se servent de nombreuses vulnérabilités dans les VPN ou les solutions de sauvegarde comme point d'entrée et se déplacent ensuite latéralement dans le réseau de la victime pour atteindre les VM sous AHV Nutanix.

Ces quelques mots suffisent à faire tomber les garde-fous des IA comme ChatGPT

Les intelligences artificielles comme ChatGPT seraient-elles un peu naïves ? Il semblerait qu'un simple mot, aussi banal qu'une commande de café, suffise à déjouer leurs coûteux systèmes de sécurité, les laissant sans défense face à des requêtes malveillantes. Derrière les promesses de sécurité des géants de la tech se cache une réalité plus cocasse : les garde-fous de leurs IA ont un talon d'Achille. Des chercheurs viennent de démontrer qu'une simple astuce de langage peut transformer le plus sage des agents conversationnels en un complice involontaire. Cette pirouette technique, baptisée EchoGram, expose avec une pointe d'ironie la fragilité d'un édifice que l'on pensait impénétrable.

Le secret ? Une formule presque magique

On plante le décor : vous discutez



avec une IA. Maintenant, ajoutez à votre demande une courte chaîne de caractères comme « =coffee » ou « oz ». Contre toute attente, cette petite fantaisie suffit à rendre le modèle complètement aveugle à la nature

potentiellement dangereuse de votre requête. L'explication est aussi simple qu'embarrassante pour les concepteurs : les IA chargées de filtrer les contenus sont entraînées avec des données si distinctes pour

le « gentil » et le « méchant » qu'elles se laissent bernier par ce mélange des genres. Le système de sécurité, troublé par ce charabia inoffensif, baisse la garde et laisse passer la requête malveillante sans sourciller. Cette méthode n'est pas un coup de chance ; elle est reproductible sur la plupart des grands modèles du marché, de GPT-5 à Claude, en passant par Gemini.

Des efforts louables, mais une porte laissée ouverte

Cette situation prêterait à sourire si les enjeux n'étaient pas si sérieux. Pendant que les entreprises s'évertuent à ajouter des contrôles parentaux et des mécanismes pour protéger les adolescents, elles semblent avoir négligé la porte de service. Les discussions passées sur les défaillances des IA face à des su-

jets sensibles, comme la santé mentale, prenaient déjà des allures d'avertissement.

Le plus surnois dans cette affaire est le faux sentiment de sécurité que ces garde-fous procurent. Les entreprises leur accordent une confiance presque aveugle, au risque d'ignorer que des attaquants peuvent les contourner avec une facilité déconcertante. Alors, à quoi bon empiler les verrous si une clé passe-partout est à la portée de tous ? Face à une telle faille, un simple pansement ne suffira pas. Le problème est structurel : on ne peut pas demander à une IA de surveiller une autre IA si elles partagent les mêmes faiblesses. Des solutions plus robustes, comme des instructions système claires ordonnant à l'IA de toujours prioriser la sécurité, semblent plus prometteuses, mais demandent un effort de conception bien plus important.

240 KM SANS UNE SEULE COURBE ET AVEC DE LA CIRCULATION

Voici la route à la plus longue ligne droite du monde

Imaginez parcourir plus de 240 kilomètres sans tourner une seule fois le volant, en traversant le désert brûlant d'Arabie Saoudite. Ce record mondial de route rectiligne peut paraître un exploit d'endurance autant pour le véhicule que pour le conducteur, d'autant plus que la vitesse y reste limitée et n'est pas élevée. Voilà de quoi mettre à mal la patience la plus aiguisée de certains conducteurs. Mais pour ceux qui rêvent de virages et de paysages sinueux, cet article dévoile aussi quelques alternatives européennes parmi les itinéraires routiers les plus sinueux

Dans l'immense désert d'Arabie Saoudite se trouve la route à la plus longue ligne droite de la planète, selon le Livre Guinness des records : plus de 240 kilomètres sans aucune courbe notable ni dénivelé important. Cette portion se situe sur l'Autoroute 10, une route d'environ 265 km qui relie Haradh et Al Batha en traversant le désert de Rub Al-Khali. Originellement construite pour l'usage privé du roi Fahd, elle se parcourt en un peu plus de deux heures.

Plus longue route droite du monde, gare à la somnolence

Cependant, loin de l'image déserte et tranquille que l'on pourrait en avoir, cette route est étonnamment fréquentée. En conditions normales, le temps de trajet est d'environ deux heures vingt minutes selon Google Maps, mais en cas de trafic intense, il peut s'allonger jusqu'à près de trois heures, devenant ainsi la ligne droite la plus ennuyeuse au monde. Et ce d'autant plus que la vitesse y est limitée à seulement 120 km/h. Une torture pour de nombreux conducteurs. Mais ce n'est pas la seule : une autre route notable en Arabie Saoudite, est l'Autoroute 85, qui relie Turaif (près de la frontière jordanienne) à Nairyah, à proximité du Golfe Persique. Elle s'étend sur un trajet de plus de 1070 km et 11 heures et 50 minutes au volant, et n'est composée que d'un très faible nombre de courbes. Parmi les autres longues lignes droites remarquables, en Australie, la célèbre Eyre Highway s'étend sur 1 664 km, reliant l'Australie occidentale à l'Australie méridionale. Sur cette route, un tronçon de 145 km ne comporte aucune courbe. Malgré son aridité, cette route attire les touristes et autres conducteurs qui veulent se confronter à l'outback Australien. Outre les sites historiques qui ponctuent cette route, elle est parfois utilisée comme piste d'atterrissage par le Royal Flying Doctor Service en cas d'urgence : des barrages routiers assurent la sécurité des véhicules en circulation. Le Mexique compte aussi parmi les détenteurs de longues routes rectilignes avec la Carretera Transpeninsular, qui présente une portion de 169 km entre El Médano et Las Barrancas, la plus longue du pays. Au Paraguay, on trouve un segment exceptionnel de 207 km, une ligne droite qui traverse le pays du nord au sud. Aux États-Unis, la ND-46 dans le Dakota du Nord propose un tronçon rectiligne de 202 km entre Streeter et Oxbow. Cette route, bien que comportant quelques légères courbes, est reconnue comme une des lignes droites les plus longues des États-Unis et du Canada.



L'Europe aime les virages

À l'opposé de ces immensités désertiques ou territoriales, en Europe, les routes longues et parfaitement droites sont rares. L'une des plus longues routes rectilignes est la Corso di Francia à Turin, mesurant moins de 12 km, tout comme l'Avenue Jean Jaures à Grenoble. Historiquement, la célèbre Via Appia, construite dès 312 av. J.-C. pour relier Rome à Brindisi, comptait environ 212 km de route pratiquement droite, dont 16 km se trouvent dans une zone protégée aujourd'hui. Pourtant,

pour ceux qui recherchent le plaisir de conduire dans des conditions plus variées, les montagnes et régions sinueuses des Alpes ou des Pyrénées offrent des routes sinueuses et techniques bien plus exigeantes que ces longues lignes droites. Par exemple, des circuits routiers tels que la Route Napoléon en France, la Stelvio Pass en Italie ou la Grossglockner Hochalpenstrasse en Autriche sont réputés pour leurs virages serrés, leur dénivelé important et leur panorama spectaculaire. Cependant, parmi les itinéraires européens les plus sinueux la route Transfagarasan, en Roumanie, est

sans doute la plus emblématique et renommée. S'étendant sur 90 kilomètres à travers les montagnes des Carpates, elle atteint le col le plus élevé de Roumanie à 2 042 mètres d'altitude. Cette route panoramique est réputée pour ses virages serrés, ses lacets impressionnants, et ses pentes parfois abruptes qui représentent un véritable ravissement pour les conducteurs. Construite pendant l'ère communiste pour des raisons stratégiques, la Transfagarasan est aujourd'hui une destination prisée des amateurs de conduite et de paysages grandioses.

Mots fléchés

PRÉSENTA- TEUR DE JT		NOTE		POISSON ROUGE		A REPLACÉ		DIVERTIE		SON NOM :		ACTEUR	
CHANTEUR ÉNERVANT		APPENDICE		DONNE VIE À ASTÉRIX		PPDA		PRIX À GAGNER		FITZGERALD		“BRONZÉ”	
						HUMORISTE				POSSÈDE		USAS	
						BAVARDE							
ARTICLE			SYSTÈME D										
CHANTEUSE ZEN			GLACE ANGLAISE										
										MÉLODIE			
					DISCIPLINES					CELUI-LÀ (OU UN AUTRE)			
ANIMATEUR TV		PERÇA						OBTENU			UNITÉ DE		
		LETTRE GRECQUE						NOM D'EMPRUNT			LONGUEUR PROPORTION		
						PARCOURAI							
					EXCLA- MATION								
COUTUMES			GROUPE DE ROCK						ÉPREUVE				
CONTINENT			ANGLAIS BOUCLIER										
				EN PANNE			RÉPONSE À		PRÉPOSI- TION			EXPULSAI	
				IMAGE PIEUSE			UN RÉFÉ- RENDUM		DERNIER REPAS				
DESSINE “LE CHAT”		CURIE AU LABO			PRIVÉE DE SES YEUX								
		JOUET À EAU			CAPITALE AU CONGO								
						PETIT POÈME				RAYON DE SOLEIL		ACTEUR MAGNIFIQUE	
						GALLIUM AU LABO							
REINE DE LA POP AMÉRICAINE	ANIMATEUR TV		BULBE							SUPPLÉ- MENT			
			MOIS DE RÉVOLUTION							TENTATIVE			
							ÉCLOSE				DÉMONS- TRATIF		
							TRÈS SECS						
LIEUX DE TOURNOIS						VARIÉTÉ DE CHAMPAGNE			SANS RELATIONS				
SAUCISSE DE SAVOIE						ARTICLE ÉTRANGER							
				COUTURIER “AU CARRÉ”							AVANT MIDI		
				TRANSFOR- MATIONS							MAMMIFÈRE AFRICAIN		
BIZARRERIE									FRAIS BANCAIRE				
SERVICE DE RENSEIGNE- MENTS									TRAVAIL FORCÉ				
		MOYEN DE TRANSPORT				AIMÉE DE ZEUS		SIGNE TRIGO				UN ÉVANGILE, EN ABRÉGÉ	
		DÉESSE MÈRE						AVANT JÉSUS- CHRIST					
DONNAIENT LEUR ACCORD										VIEUX À LONDRES			
GRIVOISES													
					SPÉCIALITÉ MILANAISE								

Averses orageuses lundi sur plusieurs wilayas du pays

Des pluies, parfois sous forme d'averses orageuses avec des rafales de vent, affecteront, lundi, plusieurs wilayas du pays, indique dimanche un bulletin météorologique spécial (BMS), émis par l'Office national de météorologie. De niveau de vigilance "Orange", le BMS concerne les wilayas de Mostaganem, Chlef, Tlemcen, Sidi Bel Abbès, Mascara, Saida, Relizane, Tiaret, Tissemsilt, Médéa, Bouira, Tizi Ouzou, le nord de Naâma et le nord d'El Bayadh, et ce, lundi de 06h00 à 18h00, avec des quantités de pluies estimées entre 20 et 40 mm, précise la même source.



ACCIDENTS DE LA ROUTE

Cinq morts et 201 blessés en 24 heures

Cinq (5) personnes sont décédées et 201 autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus ces dernières 24 heures dans plusieurs wilayas du pays, indique dimanche un communiqué de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Tougourt avec 3 morts, suite à une collision entre un véhicule léger et une motocyclette, précise la même source. Par ailleurs, les secours de la Protection civile sont intervenus pour prodiguer des soins de première urgence à 25 personnes incommodées par le monoxyde de carbone émanant des appareils de chauffage et chauffe-eau à l'intérieur de leurs domiciles respectifs, à travers les wilayas d'Alger (4 personnes), Annaba (4), Médéa (4), El Bayadh (4), Batna (3), Blida (2), Biskra (2) et Souk Ahras (2). Concernant les opérations de lutte contre les incendies de forêts, maquis et broussailles qui se sont déclarés au cours des dernières 24 heures, les équipes de la Protection civile ont procédé à l'extinction de 26 incendies du couvert végétal au niveau des wilayas de Tipaza, Chlef, Bejaia, Blida, Tizi Ouzou, Jijel, Sétif, Skikda, Guelma, Médéa, Oran et Mila.

APN

La Commission des affaires juridiques poursuit l'examen du projet de loi portant statut de la magistrature

La Commission des affaires juridiques, administratives et des libertés de l'Assemblée populaire nationale (APN), a poursuivi, dimanche, l'examen du projet de loi organique portant statut de la magistrature, à travers l'audition de deux représentants de la Cour suprême et du Conseil d'Etat, indique un communiqué de la chambre basse du Parlement. "La Commission des affaires juridiques, administratives et des libertés a tenu, dimanche, une séance d'audition de Mohamed Rahmani, président de la chambre civile de la Cour suprême, représentant cette institution, et de Ahlam Guettal, conseillère au Conseil

d'Etat, représentant ce dernier", a précisé la même source. A cette occasion, le président de la Commission, Abdelkader Toumi, a souligné que la contribution à l'enrichissement de ce projet de loi "reflète l'esprit de travail fondé sur la concertation et l'ouverture, en vue d'élaborer un texte complet répondant aux attentes du système judiciaire". Pour leur part, M. Rahmani et Mme Guettal "ont abordé les différentes dispositions contenues dans le projet de loi, en présentant à leur sujet plusieurs observations, tant sur la forme que sur le fond". Les membres de la Commission ont

également formulé des propositions concernant diverses dispositions du projet de loi, parmi lesquelles figurent les questions liées à "la prise en charge complète des magistrats et la détermination de leurs salaires ainsi que les grades hors échelle". "Ils ont également soulevé des questions liées au fonctionnement et aux compétences du tribunal des conflits, ainsi qu'à l'existence d'une loi définissant le positionnement géographique pour les régions du Sud et du Grand Sud". Les membres de la commission ont également formulé "d'autres propositions pour enrichir le projet de loi", conclut la même source.

PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE

Tebboune préside une réunion du Conseil des ministres

Le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, préside, dimanche, une réunion du Conseil des ministres consacrée à des

exposés portant notamment sur la promotion de circonscriptions administratives dans les Hauts Plateaux et le Sud en wilayas à part entière et au suivi de projets dans plusieurs secteurs, indique un communiqué de la Présidence de la République. "Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, préside, ce jour, une réunion du Conseil des ministres, consacrée à des exposés portant notamment sur la promotion de cir-

conscriptions administratives dans les Hauts Plateaux et le Sud en wilayas à part entière, au suivi de l'avancement des travaux de réalisation de la mine de Gara Djebilet et de la ligne ferroviaire minière Tindouf-Béchar, à la réalisation des travaux du Centre hospitalo-universitaire d'une capacité de 500 lits à Constantine et à l'acquisition d'équipements spécialisés au profit de l'Entreprise d'appui au développement du numérique (EADN)", lit-on dans le communiqué.

Publicité

MOTOREST
matériel agricole

5 ÈME ÉDITION

ÉVÈNEMENT

LA MÉCANISATION ET
L'INTÉGRATION DES NOUVELLES
TECHNOLOGIES DANS LES
CULTURES STRATÉGIQUES AU SUD

À l'occasion de la 5^e édition de notre rencontre
annuelle.

Nous vous invitons à participer à une rencontre avec
des experts du domaine agricole.

DU 27 AU 29 NOVEMBRE 2025
ADRAR - ALGÉRIE

SOYEZ AU
RENDEZ VOUS !

ACCIDENTS DE LA ROUTE

Plus d'un million morts chaque année dans le monde

Quelque 1,2 million de personnes perdent la vie chaque année à travers le monde, à cause des accidents de la circulation routière, alors que 50 millions d'autres sont blessées ou se retrouvent en situation de handicap, selon les Nations Unies. "Tous les ans, 1,2 million de personnes meurent, et 50 millions d'autres sont blessées ou se retrouvent en situation de handicap à la suite d'accidents de la route", indique le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, dans un message à l'occasion de la Journée mondiale du souvenir des victimes de la circulation routière, célébrée le troisième dimanche de novembre de chaque année. Selon M. Guterres, dans neuf cas sur 10, les décès surviennent dans les pays à re-

venu faible ou intermédiaire. Les accidents de la route sont la première cause de mortalité chez les enfants et les jeunes, qui constituent un tiers des victimes, note l'ONU. "Mais des solutions existent, qu'il s'agisse d'améliorer les infrastructures, la législation et les actions de sensibilisation, de faire respecter les lois sur la sécurité routière ou encore de favoriser l'échange des meilleures pratiques entre les pays", relève le secrétaire général de l'ONU. M. Guterres appelle, à cette occasion, à œuvrer pour réduire le nombre de blessés et sauver des vies et à contribuer à ce que tous les usagers et usagères de la route "arrivent à bon port".

DANS SA PREMIÈRE ÉDITION

Ooredoo Algérie, partenaire du Festival International du Court Métrage de Timimoun

Fidèle à son engagement en faveur de la culture, de la jeunesse et de la créativité, Ooredoo Algérie accompagne en tant que sponsor, la 1ère édition du Festival International du Court Métrage de Timimoun, qui se tient du 13 au 18 novembre 2025 dans la majestueuse ville de Timimoun. Placé sous l'égide du Ministère de la Culture et des Arts, cet événement inédit mettra à l'honneur

le cinéma africain et le court métrage comme vecteurs d'expression artistique, de dialogue et de transformation sociale. À travers ce partenariat, Ooredoo réaffirme sa volonté d'encourager les jeunes talents, de valoriser la diversité culturelle algérienne et de soutenir la production cinématographique locale, en parfaite cohérence avec sa vision d'un avenir numérique et

culturel inclusif. Il est à rappeler que Ooredoo avait lancé, en juillet dernier, un concours national dédié à l'écriture d'un scénario de court métrage, ouvert aux passionnés du cinéma et de l'histoire de l'Algérie. Par cet accompagnement, Ooredoo renforce sa position d'acteur engagé dans la promotion de la culture nationale, du cinéma africain et des initiatives artistiques porteuses d'avenir.